

**XVII**  
**DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**  
**TYPES CONCERNANT**  
**LE RECRUTEMENT OU**  
**L'UTILISATION D'ENFANTS**  
**DANS LES CONFLITS ARMÉS**

Les dispositions législatives types ci-après sont destinées à faciliter l'élaboration de lois qui visent à interdire le recrutement ou l'utilisation d'enfants dans les conflits armés en se référant aux multiples sources de droit international qui créent des obligations pour les États dans ce domaine. Deux options sont présentées ici :

- L'option 1 prévoit l'application systématique de la norme fixant à 18 ans l'âge minimum à partir duquel des enfants peuvent être recrutés et utilisés dans des hostilités ;
- L'option 2 se conforme de manière plus stricte aux dispositions du droit conventionnel et du droit coutumier en vigueur.

L'option 1 – âge-seuil fixé à 18 ans – va au-delà des exigences posées par le droit international (conventionnel et coutumier) et offre une protection plus large en interdisant tout recrutement par des forces armées [nationales] ou des groupes armés, ainsi que la participation aux hostilités, de toute personne âgée de moins de 18 ans.

L'option 2 reste plus proche des obligations internationales examinées ci-après. Les États qui ne souhaitent mettre en œuvre que les dispositions du *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*, adopté en 2000, pourront néanmoins trouver utiles les dispositions législatives types proposées. Quant aux États qui ne souhaitent mettre en œuvre que certains autres traités et normes spécifiques, le présent document leur permettra de consulter divers exemples de mesures législatives en vigueur dans d'autres pays ; ils pourront aussi se référer à la législation type disponible sur le site Internet du CICR ([www.icrc.org](http://www.icrc.org)).

Lors de la rédaction des présentes dispositions législatives types, les sources de droit international suivantes ont été prises en compte :

- *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989) ;
- *Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* (2000) (« *Protocole facultatif* ») ;
- *Statut de Rome* de la Cour pénale internationale (1998) (« *Statut de Rome* ») ;
- *Éléments des crimes* de la Cour pénale internationale (2002) ;
- *Convention n° 182 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination* (1999) (« *Convention n° 182 de l'OIT* ») ;
- *Protocole additionnel I* (« *PA I* ») et *Protocole additionnel II* (« *PA II* ») de 1977 aux Conventions de Genève de 1949 ; enfin,
- *Étude CICR sur le droit international humanitaire coutumier* (2005), y compris les mises à jour en ligne jusqu'en juin 2012 (« *Étude CICR sur le DIHC* », disponible à l'adresse <http://www.icrc.org/fre/resources/documents/publication/pcustom.htm> – dernière consultation le 14.07.2013).

Le présent document est divisé en quatre parties :

- Partie I – contient le **texte** des dispositions législatives types proposées ;
- Partie II – offre un **commentaire sur** le texte des dispositions législatives types proposées, en mentionnant les sources du droit international ainsi que les législations et pratiques nationales ;
- Partie III – précise les articles pertinents des instruments cités ; et
- Partie IV – inventorie les **législations** et autres **pratiques nationales** pertinentes.

# Partie I : Dispositions législatives types

## Option 1 (âge-seuil fixé à 18 ans)

### Article 1. Recrutement ou utilisation d'enfants dans les conflits armés

Il est interdit :

- a) de recruter, conscrire ou enrôler dans des forces ou groupes armés toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ; et
- b) d'utiliser dans les hostilités toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans.

### Article 2. Sanctions

Quiconque contrevient à l'article 1 est passible, après condamnation, d'une peine de prison d'une durée maximale de XXX an(s) ou d'une amende n'excédant pas XXX ... .., ou des deux.

## Option 2 (approche plus restrictive, fondée sur les traités et la coutume)

### Article 1. Enrôlement forcé de personnes de moins de 18 ans

Il est interdit de procéder à l'enrôlement forcé ou obligatoire de toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans dans les forces armées.

### Article 2. Conscription ou utilisation dans les hostilités de personnes de moins de 15 ans

Il est interdit :

- a) de recruter, conscrire ou enrôler dans les forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans ; et
- b) d'utiliser dans les hostilités toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans.

### Article 3. Recrutement ou utilisation dans des groupes armés de personnes de moins de 18 ans

#### 3.1 Il est interdit :

- a) de recruter dans un groupe armé toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ; et
- b) d'utiliser dans les hostilités toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans.
- c) Cet article ne s'applique ni au recrutement ni à l'utilisation de personnes de moins de 18 ans par les forces armées.

### Article 4. Sanctions

- 4.1 Quiconque contrevient à l'article 1 est passible, après condamnation, d'une peine de prison d'une durée maximale de XXX an(s) ou d'une amende n'excédant pas XXX ... .., ou des deux.
- 4.2 Quiconque contrevient à l'article 2 est passible, après condamnation, d'une peine de prison d'une durée maximale de XXX an(s) ou d'une amende n'excédant pas XXX ... .., ou des deux.
- 4.3 Quiconque contrevient à l'article 3 est passible, après condamnation, d'une peine de prison d'une durée maximale de XXX an(s) ou d'une amende n'excédant pas XXX ... .., ou des deux.

## **Article 5. Règles relatives à l'engagement dans les forces armées d'un État**

- 5.1 Les membres des forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne doivent pas participer directement aux hostilités.
- 5.2 Des personnes de plus de 15 ans mais de moins de 18 ans peuvent être engagées à titre volontaire dans les forces armées), pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :
- a) Les membres des forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne participent pas directement aux hostilités.
  - b) Lorsqu'un tel engagement a lieu, il est effectivement volontaire.
  - c) Un tel engagement n'a lieu qu'avec le consentement, en connaissance de cause, des parents ou gardiens légaux de l'intéressé.
  - d) Toute personne ainsi recrutée est informée des devoirs qui s'attachent au service militaire.
  - e) Toute personne ainsi recrutée fournit une preuve fiable de son âge avant d'être admise au service militaire.
- 5.3. En cas de recrutement dans les forces armées de personnes de plus de 15 ans mais de moins de 18 ans, priorité est donnée aux plus âgées.

## Partie II : Dispositions législatives types avec notes de commentaire

### Option 1 (âge-seuil fixé à 18 ans)

#### Article 1. Recrutement ou utilisation d'enfants dans les conflits armés

Il est interdit :

- (a) de recruter<sup>1</sup>, conscrire<sup>2</sup> ou enrôler<sup>3</sup> toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans<sup>4</sup> dans des forces<sup>5</sup> ou groupes armés<sup>6</sup>; et
- (b) d'utiliser dans les hostilités toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans<sup>7</sup>.

#### Article 2. Sanctions

Quiconque contrevient à l'article 1 est passible, après condamnation, d'une peine de prison d'une durée maximale de XXX an(s) ou d'une amende n'excédant pas XXX ... .., ou des deux<sup>8</sup>.

### Option 2 (approche plus restrictive, fondée sur les traités et la coutume)

#### Article 1. Enrôlement forcé de personnes de moins de 18 ans

Il est interdit de procéder à l'enrôlement forcé ou obligatoire<sup>9</sup> de toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans<sup>10</sup> dans les forces armées<sup>11</sup>.

#### Article 2. Conscription ou utilisation dans les hostilités de personnes de moins de 15 ans

Il est interdit :

- (a) de recruter, conscrire ou enrôler dans les forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans<sup>12</sup>; et
- (b) d'utiliser dans les hostilités toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans<sup>13</sup>.

#### Article 3. Recrutement ou utilisation dans des groupes armés de personnes de moins de 18 ans

##### 3.1 Il est interdit :

- (a) de recruter dans un groupe armé toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans; et
- (b) d'utiliser dans les hostilités toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans<sup>14</sup>.
- (c) Cet article ne s'applique ni au recrutement ni à l'utilisation de personnes de moins de 18 ans par les forces armées.

#### Article 4. Sanctions

- 4.1 Quiconque contrevient à l'article 1 est passible, après condamnation, d'une peine de prison d'une durée maximale de XXX an(s) ou d'une amende n'excédant pas XXX ... .., ou des deux<sup>15</sup>.
- 4.2 Quiconque contrevient à l'article 2 est passible, après condamnation, d'une peine de prison d'une durée maximale de XXX an(s) ou d'une amende n'excédant pas XXX ... .., ou des deux.
- 4.3 Quiconque contrevient à l'article 3 est passible, après condamnation, d'une peine de prison d'une durée maximale de XXX an(s) ou d'une amende n'excédant pas XXX ... .., ou des deux.

## **Article 5. Règles relatives à l'engagement dans les forces armées d'un État**

- 5.1 Les membres des forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne doivent pas participer directement aux hostilités<sup>16</sup>.
- 5.2 Des personnes de plus de 15 ans mais de moins de 18 ans peuvent être engagées à titre volontaire dans les forces armées, pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :
- (a) Les membres des forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne participent pas directement aux hostilités.
  - (b) Lorsqu'un tel engagement a lieu, il est effectivement volontaire.
  - (c) Un tel engagement n'a lieu qu'avec le consentement, en connaissance de cause, des parents ou gardiens légaux de l'intéressé.
  - (d) Toute personne ainsi recrutée est informée des devoirs qui s'attachent au service militaire.
  - (e) Toute personne ainsi recrutée fournit une preuve fiable de son âge avant d'être admise au service militaire<sup>17</sup>.
- 5.3 En cas de recrutement dans les forces armées de personnes de plus de 15 ans mais de moins de 18 ans, priorité est donnée aux plus âgées<sup>18</sup>.

# Partie III : Sources du droit international

## 1. Protocole additionnel à la Convention de Genève de 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (PA I) (1977)

### Article 77.2 Protection des enfants

Les Parties au conflit prendront toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants de moins de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités, notamment en s'abstenant de les recruter dans leurs forces armées. Lorsqu'elles incorporent des personnes de plus de quinze ans mais de moins de dix-huit ans, les Parties au conflit s'efforceront de donner la priorité aux plus âgées<sup>19</sup>.

## 2. Protocole additionnel à la Convention de Genève de 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (PA II) (1977)

### Article 4.3.c) Garanties fondamentales

Les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités<sup>20</sup>.

## 3. Convention relative aux droits de l'enfant (1989)

### Article 38

1. Les États parties s'engagent à respecter et à faire respecter les règles du droit humanitaire international qui leur sont applicables en cas de conflit armé et dont la protection s'étend aux enfants.
2. Les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités.
3. Les États parties s'abstiennent d'enrôler dans leurs forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans. Lorsqu'ils incorporent des personnes de plus de quinze ans mais de moins de dix-huit ans, les États parties s'efforcent d'enrôler en priorité les plus âgées.
4. Conformément à l'obligation qui leur incombe en vertu du droit humanitaire international de protéger la population civile en cas de conflit armé, les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants qui sont touchés par un conflit armé bénéficient d'une protection et de soins<sup>21</sup>.

## 4. Statut de la Cour pénale internationale (Statut de Rome) (1998)

### Article 5 Crimes relevant de la compétence de la Cour

5.1 La compétence de la Cour est limitée aux crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale. En vertu du présent Statut, la Cour a compétence à l'égard des crimes suivants :

- (a) Le crime de génocide;
- (b) Les crimes contre l'humanité;
- (c) Les crimes de guerre;
- (d) Le crime d'agression.

### Article 8 Crimes de guerre

[...]

8.2. Aux fins du Statut, on entend par « crimes de guerre » :

[...]

**8.2.b)** Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux dans le cadre établi du droit international, à savoir, l'un quelconque des actes ci-après :

[...]

**8.2.b)(xxvi)** Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités ;

**8.2.e)** Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international, dans le cadre établi du droit international, à savoir l'un quelconque des actes ci-après :

[...]

**8.2.e)(vii)** Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités<sup>22</sup>.

## 5. Cour pénale internationale – Éléments des crimes (2002)

Éléments constitutifs du crime de guerre dans un conflit armé international

### Article 8.2.b)(xxvi) Utilisation, conscription ou enrôlement d'enfants

1. L'auteur a procédé à la conscription, à l'enrôlement d'une ou plusieurs personnes dans les forces armées nationales ou les a fait participer activement aux hostilités.
2. Ladite ou lesdites personnes étaient âgées de moins de 15 ans.
3. L'auteur savait ou aurait dû savoir que ladite ou lesdites personnes étaient âgées de moins de 15 ans.
4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.
5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Éléments constitutifs du crime de guerre dans un conflit armé non international

### Article 8.2.e)(vii) Utilisation, conscription ou enrôlement d'enfants

1. L'auteur a procédé à la conscription ou à l'enrôlement d'une ou plusieurs personnes dans une force ou un groupe armés ou les a fait participer activement aux hostilités.
2. Ladite ou lesdites personnes étaient âgées de moins de 15 ans.
3. L'auteur savait ou aurait dû savoir que ladite ou lesdites personnes étaient âgées de moins de 15 ans.
4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.
5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé<sup>23</sup>.

## 6. Convention de l'Organisation internationale du Travail (OIT) n° 182 concernant les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (1999)

### Article 1

Tout Membre qui ratifie la présente convention doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants et ce, de toute urgence.

**Article 2**

Aux fins de la présente convention, le terme **enfant** s'applique à l'ensemble des personnes de moins de 18 ans.

**Article 3**

Aux fins de la présente convention, l'expression **les pires formes de travail** des enfants comprend :

- (a) toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés.

**Article 7**

1. Tout Membre doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective et le respect des dispositions donnant effet à la présente convention y compris par l'établissement et l'application de sanctions pénales ou, le cas échéant, d'autres sanctions<sup>24</sup>.

## **7. Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2000)**

**Article 1**

Les États Parties prennent toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les membres de leurs forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne participent pas directement aux hostilités.

**Article 2**

Les États Parties veillent à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ne fassent pas l'objet d'un enrôlement obligatoire dans leurs forces armées.

**Article 3**

1. Les États Parties relèvent l'âge minimum de l'engagement volontaire dans leurs forces armées nationales par rapport à celui qui est fixé au paragraphe 3 de l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en tenant compte des principes inscrits dans cet article et en reconnaissant qu'en vertu de la Convention, les personnes de moins de 18 ans ont droit à une protection spéciale.
2. Chaque État Partie dépose, lors de la ratification du présent Protocole ou de l'adhésion à cet instrument, une déclaration contraignante indiquant l'âge minimum à partir duquel il autorise l'engagement volontaire dans ses forces armées nationales et décrivant les garanties qu'il a prévues pour veiller à ce que cet engagement ne soit pas contracté de force ou sous la contrainte.
3. Les États Parties qui autorisent l'engagement volontaire dans leurs forces armées nationales avant l'âge de 18 ans mettent en place des garanties assurant, au minimum, que :
  - a) Cet engagement soit effectivement volontaire ;
  - b) Cet engagement ait lieu avec le consentement, en connaissance de cause, des parents ou gardiens légaux de l'intéressé ;
  - c) Les personnes engagées soient pleinement informées des devoirs qui s'attachent au service militaire national ;
  - d) Ces personnes fournissent une preuve fiable de leur âge avant d'être admises au service militaire national.
4. Tout État Partie peut, à tout moment, renforcer sa déclaration par voie de notification à cet effet adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe tous les États Parties. Cette notification prend effet à la date à laquelle elle est reçue par le Secrétaire général.
5. L'obligation de relever l'âge minimum de l'engagement volontaire visée au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux établissements scolaires placés sous l'administration ou le contrôle des forces armées des États Parties, conformément aux articles 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

#### Article 4

1. Les groupes armés qui sont distincts des forces armées d'un État ne devraient en aucune circonstance, enrôler ni utiliser dans les hostilités des personnes âgées de moins de 18 ans.
2. Les États Parties prennent toutes les mesures possibles pour empêcher l'enrôlement et l'utilisation de ces personnes, notamment les mesures d'ordre juridique nécessaires pour interdire et sanctionner pénalement ces pratiques.
3. L'application du présent article est sans effet sur le statut juridique de toute partie à un conflit armé<sup>25</sup>.

### 8. Étude du CICR sur le droit international humanitaire coutumier (Étude CICR sur le DIHC) (2005)

Selon la règle 136 de l'*Étude CICR sur le DIHC*, « [I]es enfants ne doivent pas être recrutés dans des forces armées ni dans des groupes armés ». Le terme « enfants » n'est pas défini dans cette règle, dont le commentaire précise cependant que « [b]ien qu'à ce jour, la pratique ne soit pas uniforme en ce qui concerne l'âge minimal de recrutement, il y a consensus sur le fait que cet âge ne doit pas être inférieur à 15 ans ».

La règle 137 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « [I]es enfants ne doivent pas être autorisés à participer aux hostilités »<sup>26</sup>.

La règle 156 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « [I]es violations graves du droit international humanitaire constituent des crimes de guerre »<sup>27</sup>.

Une analyse par déduction des **listes de crimes de guerre** qui figurent dans divers traités et autres instruments internationaux, ainsi que dans les législations et les jurisprudences nationales, montre que dans la pratique, les violations sont traitées comme graves – et par conséquent comme constituant des crimes de guerre – lorsqu'elles mettent en danger des personnes ou des biens protégés, ou lorsqu'elles enfreignent des valeurs importantes

[...]

#### (i) *Le comportement met en danger des personnes ou des biens protégés*

La majorité des crimes de guerre impliquent des morts, des blessés, des destructions ou des prises illégales de biens. Il n'est cependant pas nécessaire que tous les actes entraînent des dommages réels aux personnes ou aux biens pour qu'ils constituent des crimes de guerre. Ce point est apparu avec clarté lors de la rédaction des éléments des crimes du Statut de la Cour pénale internationale. Décision a par exemple été prise qu'il était suffisant que soit lancée une attaque contre des personnes civiles ou des biens de caractère civil, même si un fait imprévu empêchait l'attaque de faire des morts ou des blessés graves. Tel pourrait être le cas d'une attaque lancée contre la population civile ou des personnes civiles, même si la cible visée n'était pas touchée en raison d'une défaillance d'un système d'armement. Il en va de même pour le fait de soumettre une personne protégée à des expériences médicales ; il n'est pas nécessaire pour que le crime de guerre soit constitué que la personne subisse une réelle atteinte à sa santé. Il suffit d'avoir, par un tel acte, mis en danger la vie ou la santé de la personne

#### (ii) *Le comportement enfreint des valeurs importantes.*

Un acte peut constituer un crime de guerre parce qu'il enfreint des valeurs importantes, même s'il ne met pas en danger directement et matériellement des personnes ou des biens. Les exemples de tels actes peuvent être la mutilation de cadavres ; le fait de faire subir des traitements humiliants à des personnes ; le fait de contraindre des personnes à effectuer un travail qui aide directement les opérations militaires de l'ennemi ; la violation du droit à un procès équitable ; et l'enrôlement dans les forces armées d'enfants âgés de moins de 15 ans<sup>28</sup>.

Le commentaire de la règle 156 cite, parmi les violations graves du droit international humanitaire, « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces ou groupes armés, ou de les faire participer activement à des hostilités »<sup>29</sup>.

# Part IV: Sources of National Legislation and Other Practice<sup>30</sup>

## 1. Argentina

Argentina's Law of War Manual (1989) provides that "the belligerent parties shall take all measures to ensure that children under the age of 15 do not participate directly in hostilities."<sup>31</sup>

With respect to non-international armed conflicts in particular, the manual states: "Children under the age of 15 shall not ... be authorized to participate in hostilities."<sup>32</sup>

## 2. Australia

### 1) Criminal Code Act (taking into account amendments up to Act No. 80 of 2011)

National armed forces

Section 268.68 War crime — using, conscripting or enlisting children

"(1) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator uses one or more persons to participate actively in hostilities as members of the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 15 years; and
- (c) the perpetrator's conduct takes place in the context of, and is associated with, an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 17 years."

"(2) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator conscripts one or more persons into the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 15 years; and
- (c) the perpetrator's conduct takes place in the context of, and is associated with, an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 15 years."

"(3) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator enlists one or more persons into the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 15 years; and
- (c) the perpetrator's conduct takes place in the context of, and is associated with, an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 10 years."

Other armed forces and groups

"(4) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator uses one or more persons to participate actively in hostilities other than as members of the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 18 years; and
- (c) the perpetrator's conduct takes place in the context of, and is associated with, an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 17 years."

"(5) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator conscripts one or more persons into an armed force or group other than the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 18 years; and
- (c) the perpetrator's conduct takes place in the context of, and is associated with, an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 15 years."

“(6) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator enlists one or more persons into an armed force or group other than the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 18 years; and
- (c) the perpetrator’s conduct takes place in the context of, and is associated with, an international armed conflict.

Penalty for a contravention of this subsection: Imprisonment for 10 years.”

#### Section 268.88 War crime — using, conscripting or enlisting children

##### National armed forces

“(1) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator uses one or more persons to participate actively in hostilities as members of the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 15 years; and
- (c) the perpetrator’s conduct takes place in the context of, and is associated with, an armed conflict that is not an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 17 years.”

“(2) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator conscripts one or more persons into the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 15 years; and
- (c) the perpetrator’s conduct takes place in the context of, and is associated with, an armed conflict that is not an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 15 years.”

“(3) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator enlists one or more persons into the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 15 years; and
- (c) the perpetrator’s conduct takes place in the context of, and is associated with, an armed conflict that is not an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 10 years.”

##### Other armed forces and groups

“(4) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator uses one or more persons to participate actively in hostilities other than as members of the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 18 years; and
- (c) the perpetrator’s conduct takes place in the context of, and is associated with, an armed conflict that is not an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 17 years.”

“(5) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator conscripts one or more persons into an armed force or group other than the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 18 years; and
- (c) the perpetrator’s conduct takes place in the context of, and is associated with, an armed conflict that is not an international armed conflict.

Penalty: Imprisonment for 15 years.”

“(6) A person (the **perpetrator**) commits an offence if:

- (a) the perpetrator enlists one or more persons into an armed force or group other than the national armed forces; and
- (b) the person or persons are under the age of 18 years; and
- (c) the perpetrator’s conduct takes place in the context of, and is associated with, an armed conflict that is not an international armed conflict.

Penalty for a contravention of this subsection: Imprisonment for 10 years.”<sup>33</sup>

**2) Australia’s LOAC Manual (2006) states that “children under 18 years of age should not take a direct part in hostilities.”<sup>34</sup>**

**3) Australia’s Defence Instructions (General)**

Recruitment and employment of members under 18 years in the Australian Defence Force, of 4 July 2008 states:

“11. ... [A]ll feasible measures are to be taken to ensure that minors are not deployed to an area of hostilities. That is, to the maximum extent possible, and where it will not adversely impact on the conduct of operations, minors should not be deployed into areas of operations where there is a likelihood of hostile action.

12. Where a minor is on the strength of a unit that is required to deploy to an area of hostility, that minor is not to deploy with the unit. In the case of a unit that is in transit or on exercise, and is required to deploy at short notice, minors in that unit must be returned to a safe area without undue delay.

13. A commander is not obliged to remove a minor from direct participation in hostilities where:

- a. circumstances beyond the control of the commander do not permit removal,
- b. where it would be more dangerous to the minor to attempt to do so, or
- c. where it would prejudice the effectiveness of the mission.

However, nothing in this paragraph relieves a commander of the obligation to do everything possible within their power to prevent minors from participating directly in hostilities.

14. There should be very few circumstances in which the above requirement could not be met. The most obvious exception relates to Navy. Where a minor is serving in a ship that is diverted at short notice to an area of hostility, and it is not possible for that minor to be landed at the nearest safe port prior to the vessel continuing to the area of operations, that minor is to remain with their ship.”<sup>35</sup>

### 3. Azerbaijan

1) The Criminal Code (1999) provides that “recruiting minors into the armed forces constitutes a war crime.”<sup>36</sup>

2) The Law on the Rights of the Child (1998) states that “direct participation in military operations of children under 15 years old is prohibited.”<sup>37</sup>

### 4. Belarus

1) The Law on the Rights of the Child (1993) provides that it is “prohibited to make children participate in hostilities and armed conflicts.”

2) The Criminal Code (1999) provides that “it is a war crime to allow children under the age of 15 years to take part in hostilities.”

## 5. Belgium

The Criminal Code (amended in 2003), article 136 (*quater*, para 1, point 7) defines “the recruitment of children under the age of 15 into armed forces or armed groups as well as the act of actively involving children under the age of 15 in hostilities” as war crimes.<sup>40</sup>

## 6. Cameroon

The Instructor’s Manual (2006) states that “children below the age of 15 ... cannot be recruited into the Armed Forces.”<sup>41</sup>

The Manual also states: “Parties to the conflict are obliged not to engage children under the age of fifteen in direct participation in hostilities...”<sup>42</sup>

## 7. Canada

- 1) The LOAC Manual (2001) states in its chapter on non-international armed conflicts: “[The 1977 Additional Protocol II] provides that children are to receive such aid and protection as required including: [...] c. a ban on their enlistment or participation in the hostilities while under the age of fifteen.”<sup>43</sup>
- 2) The National Defence Act (1985) states: “A person who is under the age of eighteen years may not be deployed by the Canadian Forces to a theatre of hostilities.”<sup>44</sup>
- 3) The Crimes Against Humanity and War Crimes Act (2000) provides in section 4(1) that “every person is guilty of an indictable offence who commits (b) a crime against humanity or (c) a war crime”.

Section 3 of the Act defines a crime against humanity as “any inhumane act or omission that is committed against any civilian population or any identifiable group and that, at the time and in the place of its commission, constitutes a crime against humanity according to customary international law or conventional international law or by virtue of its being criminal according to the general principles of law recognized by the community of nations whether or not it constitutes a contravention of the law in force at the time and in the place of its commission”.

Section 3 also defines a ‘war crime’ as “an act or omission committed during an armed conflict that at the time and in the place of its commission constitutes a war crime according to customary international law or conventional international law applicable to armed conflicts, whether or not it constitutes a contravention of the law in force at the time and in the place of its commission”.

Section 3(4) further provides that “for greater certainty crimes described in article 8, paragraph 2 of the Rome Statute are crimes according to customary international law”.<sup>45</sup> This squarely brings conscripting and enlisting children under the age of 15 into armed forces or groups or using them to participate actively in hostilities as stipulated under art. 8(2)(e)(vii) and 8(2)(b)(xxvi) within the scope of crimes against humanity and war crimes under the Act.

## 8. Colombia

- 1) The Law on Judicial Cooperation (1997) states that “children under 18 may not be sent to participate in actual military activities.”<sup>46</sup>
- 2) The Colombian Penal Code (Law No. 599 of 2000) in article 162 provides that a “person who recruits minors below the age of 18 years or who forces them to participate directly or indirectly in hostilities or in armed operations, will incur a prison sentence ranging from six to ten years and a fine”.<sup>47</sup> This provision is applicable to both illegal armed groups as well as armed forces and the definition of crime includes both direct as well as indirect participation of children in hostilities, including the use of children for intelligence.
- 3) In addition, the Law on Childhood and Adolescence No. 1098 (2006) prohibits “the use and recruitment of children by armed groups, and also prohibits any act violative of ILO Convention No. 182.”<sup>48</sup>

- 4) The Basic Military Manual (1995) provides, with respect to non-international armed conflicts in particular, that it is prohibited to “recruit and allow direct participation in hostilities of children under the age of 15”.<sup>49</sup>

## 9. Congo

The Congo’s Genocide, War Crimes and Crimes against Humanity Act (1998) defines war crimes “with reference to the categories of crimes defined in art. 8 of the 1998 ICC Statute”.<sup>50</sup>

## 10. Denmark

The Military Criminal Code (2005) provides:

“Any person who deliberately uses war means [“krigsmiddel”] or procedures the application of which violates an international agreement entered into by Denmark or international customary law, shall be liable to the same penalty [i.e. imprisonment up to life imprisonment].”<sup>51</sup>

## 11. Ethiopia

- 1) Section 4(3) of the Defence Force Proclamation No. 27/1996 provides that “the Defence Ministry may recruit persons who are fit and willing for military purposes. The minimum age for recruitment is 18 years”.<sup>52</sup>
- 2) The Criminal Code (2004) provides in section 270(m), entitled War Crimes against the Civilian Population, that “whoever in time of war, armed conflict or occupation organizes, orders or engages in, against the civilian population and in violation of the rules of public international law and of international humanitarian conventions by recruiting children who have not attained the age of 18 years as members of defense forces to take part in armed conflict is punishable with rigorous imprisonment from 5 – 20 years or, in more serious cases, with life imprisonment or death”.<sup>53</sup>

## 12. Finland

The Criminal Code of Finland provides in chapter 11, section 5(1)(5), entitled ‘war crime’, that “a person in connection with a war or other international or domestic armed conflict or occupation in violation of other rules and customs of international law on war, armed conflict or occupation takes or recruits children below the age of 18 years into military forces or into groups in which they are used in hostilities should be sentenced for a war crime to imprisonment for at least one year or for life”.<sup>54</sup> It further provides in chapter 11 section 5(2) that “a person who commits another act defined under article 8 of the Rome Statute of the International Criminal Court or in another manner violates the provisions of an international agreement on war, armed conflict or occupation that is binding on Finland or the generally recognized and established laws and customs of war in accordance with international law shall be sentenced for a war crime”.<sup>55</sup>

## 13. Fiji

The Employment Relations Promulgation (2007) in section 91(a) prohibits the “forced or compulsory recruitment of children in armed conflict [...] and that a person who engages in such prohibited form of child labour commits an offence”.<sup>56</sup> Section 256 further provides that “a person who commits an offence under this Promulgation for which no particular penalty is provided is liable on conviction for an individual, to a fine not exceeding USD 10,000 or to a term of imprisonment not exceeding 2 years or both”.<sup>57</sup>

## 14. France

The LOAC Manual (2001) provides: “Only children aged at least 15 can participate in hostilities”, adding that “to make them participate directly in hostilities is a war crime.” The manual states, however: “A child who does take part in an armed conflict shall benefit, because of his military activity, from the status of combatant and of prisoner of war in case of capture.”<sup>58</sup>

## 15. Germany

- 1) The Military Manual (1992) provides: "The parties to the conflict shall take all feasible measures in order that children who have not attained the age of fifteen years do not take direct part in hostilities."<sup>59</sup>
- 2) The Law Introducing the International Crimes Code (2002) punishes anyone who, in connection with an international or non-international armed conflict, "conscripts children under the age of fifteen years into the armed forces, or enlists them in the armed forces or in armed groups"<sup>60</sup>

## 16. Georgia

Georgia's Criminal Code (1999) provides that "any war crime provided for by the 1998 ICC Statute, which is not explicitly mentioned in the Code, such as using [children under the age of 15 years] to participate actively in hostilities, is a crime in both international and non-international armed conflicts"<sup>61</sup>

## 17. Greece

The Penal Code in art. 323(a) provides "sanctions for the recruitment of under age persons by force, threats, deceptive means or by promises or other benefits for armed conflict". Section 1(1) of Law No. 1763/1988 (as amended by Law No. 2510 of June 1997) on military service provides that, "men from January 1 of the year during which they turn 19 are liable for military service with the armed forces". Section 1(2) of the same law provides that "all Greek males may be called upon to join the armed forces from January 1 of the year they reach 18 to cover increased mobilization needs".

## 18. Indonesia

Art. 63 of the Republic of Indonesia Law No. 23 (2002) provides that "all persons are prohibited from recruiting or equipping children for military or similar purposes and from putting the lives of children in danger"<sup>62</sup> The corresponding penalty is listed under art. 87, which provides for "imprisonment of no more than five years and/or a maximum fine of 100 million Rupiah (USD 11,000) for recruiting and equipping children for military purposes or misusing children by using them in an armed conflict"<sup>63</sup>

## 19. Ireland

Ireland's Geneva Conventions Act (1962), as amended in 1998, provides that "any minor breach of the 1949 Geneva Conventions, including violations of art. 50 of the Geneva Convention IV, and of the 1977 Additional Protocol I, including violations of art. 77(2), as well as any "contravention" of the 1977 Additional Protocol II, including violations of art. 4(3)(c), are punishable offences"<sup>64</sup>

## 20. Jordan

The Military Service Law No. 2 (1972) provides that "children under 16 years old may not be enlisted in the armed forces"<sup>65</sup>

## 21. Kenya

- 1) The LOAC Manual (1997) states: "Children under the age of 15 shall not be recruited into the armed forces."<sup>66</sup>
- 2) The Children Act (2001) in section 10(2) provides that "no child shall take part in hostilities or be recruited in armed conflicts, and where armed conflict occurs, respect for and protection and care of children shall be maintained in accordance with the law". Further, section 20 provides "where any person wilfully or as a consequence of culpable negligence infringes any rights of a child as specified in section 5 to 19 such person shall be liable upon summary conviction to a term of imprisonment not exceeding twelve months, or to a fine not exceeding fifty thousand shillings or to both such imprisonment and fine"<sup>67</sup>

## 22. Kyrgyzstan

The Criminal Code of the Kyrgyz Republic (as amended in 2006) in art. 124, entitled Traffic in Persons, provides that “trafficking including recruiting, transport, harbouring, reception, transfer, purchase and sale of a person or another unlawful transaction using force, deception, fraud, kidnapping for the purpose of further exploitation shall be punishable by up to five years of restricted liberty or three to eight years of imprisonment with or with no property seizure”. Exploitation has been defined in this section to include use in armed conflict. Further, section 124(3) provides that “the same act committed towards a juvenile shall be punishable by 8 to 15 years of imprisonment with property seizure”.<sup>68</sup>

## 23. Libyan Arab Jamahiriya

Law No. 40 on Service in the Armed Forces provides that “no one under the age of seventeen years” may serve in the armed forces.<sup>69</sup>

## 24. Lithuania

Criminal Code art. 105. Forcible Use of Civilians or Prisoners of War in the Armed Forces of the Enemy.

- “1. A person who, in time of war, during an armed international conflict, occupation or annexation and in violation of international humanitarian law, forces civilians or prisoners of war to serve in the armed forces of their enemy, uses them as a human shield in a military operation, conscripts or recruits children under the age of 18 years into the armed forces or uses them in a military operation shall be punished with imprisonment for a term of three up to ten years.”
- “2. A person who conscripts or recruits children under the age of 18 years into military service in the military groups not belonging to the armed forces of the State or uses them in a military operation shall be punished by imprisonment for a term of three up to twelve years.”<sup>70</sup>

## 25. Malawi

The National Service Act (1951) states that “no person under the age of 18 years shall be liable for military service”.<sup>71</sup>

## 26. Malaysia

Armed Forces Act (1972) establishes “a minimum age of 18 for anyone to be considered for enrolment or recruitment in the armed forces. Persons below the age of 18 may be appointed as apprentices, but they are not considered as recruits and are therefore not subjected to service law.”<sup>72</sup>

## 27. Mali

According to the Penal Code (2001), “conscripting or enlisting children under the age of fifteen years into the national armed forces or groups” constitutes a war crime in international armed conflicts.<sup>73</sup>

## 28. Montenegro

According to section 444 (1) of the Criminal Code “any person who by force/threat or deceit [...] recruits, transports or transfers [...] a person for use in armed conflict shall be punished by imprisonment [...]”. Section 444(2) provides that “if the offence referred to in Paragraph 1 of this Article is committed to a juvenile person, the offender shall be liable to imprisonment prescribed for that offence, even if there was no force, threat or any other of the stated methods present in the commission of the crime”.<sup>74</sup>

## 29. Netherlands

- 1) The Military Manual (2005) states: "Parties to a conflict should ensure that children under the age of 15 play no direct part in hostilities. Therefore they may not be drafted into the armed forces."<sup>75</sup>
- 2) International Crimes Act (2003)

### Section 5(5)

"Anyone who, in the case of an international armed conflict, commits one of the following acts: [...]

(r) conscripting or enlisting children under the age of fifteen years into the national armed forces or armed groups or using them to participate actively in hostilities [...] shall be liable to a term of imprisonment not exceeding fifteen years or a fifth category fine."

### Section 6(3)

"Anyone who, in the case of an armed conflict not of an international character, commits one of the following acts: [...]

(f) conscripting or enlisting children under the age of fifteen years into the national armed forces or armed groups or using them to participate actively in hostilities [...] shall be liable to a term of imprisonment not exceeding fifteen years or a fifth category fine."<sup>76</sup>

## 30. Nicaragua

Article 509 of the Penal Code further provides that "any person who during an international or non-international armed conflict recruits or enlists individuals under eighteen years in the armed forces or uses them to participate actively in hostilities, shall be punished with imprisonment from ten to fifteen years."<sup>77</sup>

## 31. New Zealand

- 1) The Military Manual (1992) provides, with respect to non-international armed conflicts in particular, that children "are to receive such aid and protection as they require, including ... a ban on their enlistment ... while under the age of fifteen."<sup>78</sup>
- 2) International Crimes and International Criminal Court Act (2000)

### Article 11 War crimes

"(1) Every person is liable on conviction or indictment to the penalty specified in subsection (3) who, in New Zealand or elsewhere, commits a war crime.

(2) For the purposes of this section, a war crime is an act specified in---

- (a) article 8(2)(a) of the Statute (which relates to grave breaches of the First, Second, Third, and Fourth Geneva Conventions); or
- (b) article 8(2)(b) of the Statute (which relates to other serious violations of the laws and customs applicable in international armed conflict); or
- (c) article 8(2)(c) of the Statute (which relates to armed conflict not of an international character involving serious violations of article 3 common to the 4 Geneva Conventions of 12 August 1949); or
- (d) article 8(2)(e) of the Statute (which relates to other serious violations of the laws and customs applicable in armed conflict not of an international character).

(3) The penalty for a war crime is,---

- (a) if the offence involves the wilful killing of a person, the same as the penalty for murder.
- (b) in any other case, imprisonment for life or a lesser term.

(4) Nothing in this section affects or limits the operation of section 3 of the Geneva Conventions Act 1958 (which makes a grave breach of the Geneva Conventions an offence under New Zealand law).<sup>79</sup>

### 32. Nigeria

- 1) Nigeria's Child Rights Act (2003) states: "No child shall be recruited into any of the branches of the armed forces of the Federal Republic of Nigeria."<sup>80</sup>

The Act defines a child as "a person under the age of eighteen years."<sup>81</sup>

- 2) Nigeria's Military Manual (1994) states: "Children under 15 years shall not be recruited."<sup>82</sup>

### 33. Norway

The Military Penal Code (1902), as amended in 1981, provides:

"Anyone who contravenes or is accessory to the contravention of provisions relating to the protection of persons or property laid down in ... the Geneva Conventions of 12 August 1949 ... [and in] the two additional protocols to these Conventions ... is liable to imprisonment."<sup>83</sup>

### 34. Philippines

- 1) The Philippine Army Soldier's Handbook on Human Rights and International Humanitarian Law (2006) provides:

"4. Do not allow any person below 18 years old to take part in the armed conflict. Children shall be considered as zones of peace and shall enjoy the protection of the State against dangers arising from an armed conflict. Children shall not be recruited or employed by the government forces to perform or engage in activity necessary to and in direct connection with an armed conflict either as a soldier, guide, courier or in a similar capacity which would result in his being identified as an active member of an organized group that is hostile to the government forces."<sup>84</sup>

In its glossary, the Handbook further notes: "Children – refers to persons below 18 years of age or those over but unable to fully take care of themselves or protect themselves from abuse, neglect, cruelty, exploitation or discrimination because of a physical or mental disability or condition."<sup>85</sup>

- 2) The Republic Act No. 7610, An Act on Child Protection of Children Against Abuse, Exploitation and Discrimination (1992) of the Philippines, in an article on "Children in situations of armed conflict", provides: "Children shall not be recruited to become members of the Armed Forces of the Philippines, of its civilian units or other armed groups, nor be allowed to take part in the fighting or used as guides, couriers or spies."<sup>86</sup>
- 3) The Republic Act No. 9851, An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity (2009) provides in section 4(c)(24) that "war crimes or crimes against international humanitarian law includes other serious violations of the laws and customs applicable in armed conflict within the established framework of international law including:
  - (i) Conscripting, enlisting or recruiting children under the age of fifteen (15) years into the national armed forces;
  - (ii) Conscripting, enlisting or recruiting children under the age of 18 years into an armed force or groups other than the national armed forces;
  - (iii) Using children under the age of eighteen (18) years to participate actively in hostilities."<sup>87</sup>

Section 7 outlines penalties and provides in relevant parts that "any person found guilty of committing any of the Act provided under section 4 shall suffer the penalty of reclusion temporal in its medium to maximum period and a fine ranging from one hundred thousand pesos (Php 100,000.00) to Five hundred thousand pesos (php 500,000.00)".

"When justified by the extreme gravity of the crime, especially where the commission of any of the crimes specified herein results in death or serious physical injury or constitutes rape and considering the individual circumstances of the accused, the penalty of reclusion perpetual and a fine ranging from Five hundred thousand pesos (Php 500,000.00) to One million pesos (Php 1,000,000.00) shall be imposed."<sup>88</sup>

Section 8 outlines both individual criminal responsibility as a principal for a crime as well as criminal liability as an accomplice for aiding, abetting or otherwise assisting in the commission of the crime.<sup>89</sup>

- 4) Republic Act No. 9231, An Act Providing for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour (2003) provides in section 12(d)(1) that “no child shall be engaged in the worst forms of child labour which includes the forced or compulsory recruitment of children for use in armed conflict.”<sup>90</sup>

Section 16(b) outlines the Penal Provisions and provides that “any person who violates the provision of 12(d) of this Act shall suffer the penalty of a fine of not less than one hundred thousand pesos (P100,000.00) but not more than One million pesos (P1,000,000.00) or imprisonment of not less than twelve (12) year and one (1) day to twenty (20) years, or both such fine and imprisonment at the discretion of the court.”

Section 16(c) provides that “any person who violates sections of 12(d)(1) shall be prosecuted and penalized in accordance with the penalty provided for by the Anti-Trafficking in Persons Act (2003).”<sup>91</sup>

### 35. Qatar

The Law on Military Service (2006) provides that a person appointed to military service may “not be under the age of eighteen.”<sup>92</sup>

### 36. Republic of Korea

The ICC Act (2007) provides for the punishment of anyone who commits the war crime of “[c]onscripting children under the age of fifteen years into the armed forces or in armed groups, or enlisting them in the armed forces or in armed groups” in both international and non-international armed conflicts.<sup>93</sup>

### 37. Russian Federation

- 1) Russian Federation Regulations on the Application of IHL (2001) state with regard to internal armed conflict: “Children who have not attained the age of fifteen years shall neither be recruited in the armed forces or groups nor allowed to take part in hostilities.”<sup>94</sup>
- 2) The Criminal Code (taking into account amendments up to 2004) states that “recruitment, training, financing, or any other material provision of a mercenary, and also the use of him in an armed conflict or hostilities, committed by a person through his official position, or with relation to a minor, shall be punishable by deprivation of liberty for a term of seven to fifteen years, with or without a fine in the amount of up to 500 thousand roubles or in the amount of the wage or salary, or any other income of the convicted person for a period of up to three years.”<sup>95</sup>

### 38. Rwanda

- 1) The Law Relating to Rights and Protection of the Child against Violence (2001) provides: “Military service is prohibited for children less than 18 years.”<sup>96</sup>
- 2) The Presidential Order Establishing Army General Statutes (2002) provides in Article 5:
 

“For anybody to qualify for recruitment into the Rwanda Defence Forces, he [must fulfil the] following conditions:

[...]

To be at least 18 years old minimum.”<sup>97</sup>
- 3) The Law Repressing the Crime of Genocide, Crimes against Humanity and War Crimes (2003) provides: “Article: 10: “War crime” shall also mean any of the following acts committed in armed conflicts:
 

[...]

8° forcing civilians, including children under eighteen (18) years, to take part in hostilities or to perform works related to military purposes;

[...]

Article 11: Anyone who commits one of the war crimes provided for in Article 10 of this law shall be punished by the following penalties:

[...]

2° imprisonment for ten (10) to twenty (20) years, where he has committed a crime provided for in point 3°, 8°, 11° or 12° of Article 10 of this law.”<sup>98</sup>

### 39. Slovenia

Penal Code (2007), Article 378

“Whoever, during wartime, armed conflict or occupation or when carrying out or supporting the policy of a state or organisation as part of a larger systematic attack, orders or carries out the conscription of persons under 18 years of age into national or other armed forces and their exploitation for active participation in hostilities, shall be sentenced to imprisonment of not less than ten years.”<sup>99</sup>

### 40. South Africa

The ICC Act (2002) reproduces the war crimes listed in the 1998 Rome Statute, including “conscripting or enlisting children under the age of fifteen years” into national armed forces in international armed conflicts or into armed forces or groups in non-international armed conflicts.<sup>100</sup>

### 41. Spain

- 1) Under the Penal Code (1995), breaches of international treaty provisions providing for special protection of children are punished.<sup>101</sup>
- 2) Spain’s LOAC Manual (1996) provides: “All possible means shall be taken, within the limits of military necessity, to avoid recruiting children under 15.”<sup>102</sup>

### 42. Sri Lanka

- 1) Section 358A of the Penal Code provides that “any person who engages or recruits a child for use in armed conflict shall be guilty of any offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding thirty years and a fine.”<sup>103</sup>
- 2) Furthermore, the Employment of Women, Young Persons and Children Act (2006) provides in art. 20A that “no person under the age of 18 years shall be employed in any hazardous occupation”.<sup>104</sup> A list of 49 hazardous occupations to be read with article 20A of the Act was subsequently published in the Government Gazette. This list includes the use of children in armed conflict and brings it squarely within the scope of protection of the Act.<sup>105</sup> As a penalty, the Act provides that, “any person who employs a person in contravention of this prohibition will be guilty of an offence and shall on conviction be liable to a fine not exceeding ten thousand rupees or to imprisonment for a period not exceeding 12 months or both and shall also be ordered to pay compensation as may be determined by the Magistrate to the victim of the offence”.<sup>106</sup>

### 43. Switzerland

Criminal Code (status as of 1 January 2012)

Art. 264f Recruitment and use of child soldiers

- “ 1. The penalty shall be a custodial sentence of not less than three years for any person who enlists a child under the age of fifteen years into armed forces or groups or recruiting them for this purpose or using them to participate in armed conflicts.
2. In especially serious cases, and in particular where the offence affects a number of children or the offender acts in a cruel manner, a custodial sentence of life may be imposed.
3. In less serious cases, a custodial sentence of not less than one year may be imposed.”<sup>107</sup>

## 44. Uganda

The Defence Forces Act (2005) provides: “No person shall be enrolled into the Defence Forces unless he or she ... is at least 18 years of age”.<sup>108</sup>

## 45. Ukraine

1) The IHL Manual (2004):

As regards children, international humanitarian law envisages the following:

“children who have not attained the age of fifteen years shall not be allowed to take part in hostilities.”<sup>109</sup>

2) The Military Service Law (1992) states that “18 years is the recruitment age for the armed forces. Adolescents of 15 to 17 years old can enter military schools after having passed a medical examination. Military education and military service for persons who have not reached 15 years of age are forbidden.”<sup>110</sup>

## 46. United Kingdom

1) The LOAC Manual (2004) states in its chapter on the protection of civilians in the hands of a party to the conflict: “Steps must be taken to ensure that those aged under fifteen years are not recruited into the armed forces and do not take a direct part in hostilities. Moreover, where there is recruitment of young persons aged between fifteen and eighteen years, priority is to be given to the oldest.”

With regard to internal armed conflict, the manual states:

“15.7. It is prohibited to conscript or enlist children under the age of fifteen years into armed forces or groups” or to use them “to participate actively in hostilities.”<sup>111</sup>

2) The International Criminal Court Act (2001)

### Art. 50(1)

“In this Part –  
‘war crime’ means a war crime as defined in article 8.2 of the Rome Statute.”

## Schedule 8

### Article 8

“For the purpose of this Statute, ‘war crime’ means:

2(b) Other serious violations of the laws and customs applicable in international armed conflict, within the established framework of international law, namely, any of the following acts:

(xxvi) Conscription or enlisting children under the age of fifteen years into the national armed forces or using them to participate actively in hostilities.

[...]

2(e) Other serious violations of the laws and customs applicable in armed conflicts not of an international character, within the established framework of international law, namely, any of the following acts:

(vii) Conscription or enlisting children under the age of fifteen years into armed forces or groups or using them to participate actively in hostilities.”<sup>112</sup>

## 47. United States

“Public Law 110–340  
110th Congress

An Act to prohibit the recruitment or use of child soldiers, to designate persons who recruit or use child soldiers as inadmissible aliens, to allow the deportation of persons who recruit or use child soldiers, and for other purposes.<sup>113</sup>

*Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled,*

### SECTION 1. SHORT TITLE.

This Act may be cited as the “Child Soldiers Accountability Act of 2008”.

### SEC 2. ACCOUNTABILITY FOR THE RECRUITMENT AND USE OF CHILD SOLDIERS.

(a) CRIME FOR RECRUITING OR USING CHILD SOLDIERS.—

(1) IN GENERAL.—Chapter 118 of title 18, United States Code, is amended by adding at the end the following:

#### “§ 2442. Recruitment or use of child soldiers

“(a) OFFENSE.—Whoever knowingly—

“(1) recruits, enlists, or conscripts a person to serve while such person is under 15 years of age in an armed force or group; or

“(2) uses a person under 15 years of age to participate actively in hostilities; knowing such person is under 15 years of age, shall be punished as provided in subsection (b).

“(b) PENALTY.—Whoever violates, or attempts or conspires to violate, subsection (a) shall be fined under this title or imprisoned not more than 20 years, or both and, if death of any person results, shall be fined under this title and imprisoned for any term of years or for life.

“(c) JURISDICTION.—There is jurisdiction over an offense described in subsection (a), and any attempt or conspiracy to commit such offense, if—

“(1) the alleged offender is a national of the United States (as defined in section 101(a)(22) of the Immigration and Nationality Act (8 U.S.C. 1101(a)(22))) or an alien lawfully admitted for permanent residence in the United States (as defined in section 101(a)(20) of such Act (8 U.S.C. 1101(a)(20)));

“(2) the alleged offender is a stateless person whose habitual residence is in the United States;

“(3) the alleged offender is present in the United States, irrespective of the nationality of the alleged offender; or

“(4) the offense occurs in whole or in part within the United States.

“(d) DEFINITIONS.—In this section:

“(1) PARTICIPATE ACTIVELY IN HOSTILITIES.—The term ‘participate actively in hostilities’ means taking part in—

“(A) combat or military activities related to combat, including sabotage and serving as a decoy, a courier, or at a military checkpoint; or

“(B) direct support functions related to combat, including transporting supplies or providing other services.

“(2) ARMED FORCE OR GROUP.—The term ‘armed force or group’ means any army, militia, or other military organization, whether or not it is state-sponsored, excluding any group assembled solely for nonviolent political association.”

(2) STATUTE OF LIMITATIONS.—Chapter 213 of title 18, United States Code is amended by adding at the end the following:

#### § 3300. Recruitment or use of child soldiers

“No person may be prosecuted, tried, or punished for a violation of section 2442 unless the indictment or the information is filed not later than 10 years after the commission of the offense.”

(3) CLERICAL AMENDMENT.—Title 18, United States Code, is amended—

(A) in the table of sections for chapter 118, by adding at the end the following:

“2442. Recruitment or use of child soldiers”; and

(B) in the table of sections for chapter 213, by adding at the end the following:

“3300. Recruitment or use of child soldiers.”

(b) GROUND OF INADMISSIBILITY FOR RECRUITING OR USING CHILD SOLDIERS.—Section 212(a)(3) of the Immigration and Nationality Act (8 U.S.C. 1182(a)(3)) is amended by adding at the end the following:

“(G) RECRUITMENT OR USE OF CHILD SOLDIERS.—Any alien who has engaged in the recruitment or use of child soldiers in violation of section 2442 of title 18, United States Code, is inadmissible.”

(c) GROUND OF REMOVABILITY FOR RECRUITING OR USING CHILD SOLDIERS.—Section 237(a)(4) of the Immigration and Nationality Act (8 U.S.C. 1227(a)(4)) is amended by adding at the end the following:

“(F) RECRUITMENT OR USE OF CHILD SOLDIERS.—Any alien who has engaged in the recruitment or use of child soldiers in violation of section 2442 of title 18, United States Code, is deportable.”

(d) ASYLUM AND WITHHOLDING OF REMOVAL.—

(1) ISSUANCE OF REGULATIONS.—Not later than 60 days after the date of enactment of this Act, the Attorney General and the Secretary of Homeland Security shall promulgate final regulations establishing that, for purposes of sections 241(b)(3)(B)(iii) and 208(b)(2)(A)(iii) of the Immigration and Nationality Act (8 U.S.C. 1231(b)(3)(B)(iii); 8 U.S.C. 1158(b)(2)(A)(iii)), an alien who is deportable under section 237(a)(4)(F) of such Act (8 U.S.C. 1227(a)(4)(F)) or inadmissible under section 212(a)(3)(G) of such Act (8 U.S.C. 1182(a)(3)(G)) shall be considered an alien with respect to whom there are serious reasons to believe that the alien committed a serious nonpolitical crime.

(2) AUTHORITY TO WAIVE CERTAIN REGULATORY REQUIREMENTS.—

The requirements of chapter 5 of title 5, United States Code (commonly referred to as the “Administrative Procedure Act”), chapter 35 of title 44, United States Code (commonly referred to as the “Paperwork Reduction Act”), or any other law relating to rulemaking, information collection, or publication in the Federal Register, shall not apply to any action to implement paragraph (1) to the extent the Attorney General or the Secretary of Homeland Security determines that compliance with any such requirement would impede the expeditious implementation of such paragraph.

Approved October 3, 2008.”

## Notes

- 1 Les termes « recruter (recrutement) » ou « enrôler (enrôlement) » sont utilisés dans le *Protocole additionnel I* [art. 77.2], le *Protocole additionnel II* [art. 4.3.c] et le *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 4.1]. Ces termes figurent dans la législation nationale et les manuels militaires des pays énumérés ci-après.

À noter : Les manuels militaires auxquels il est fait référence dans le présent document sont cités dans l'*Étude CICR sur le DIHC* (2005); certains de ces manuels rappellent les obligations internationales de l'État sans nécessairement en mentionner la législation de mise en œuvre.

1. Azerbaïdjan : *Code pénal* [art. 116.0.5] (1999);
  2. Belgique : *Code pénal* [art. 136 quater, par. 1, point 7] (amendé en 2003);
  3. Cameroun : *Manuel de l'instructeur en vigueur dans les Forces Armées*, p. 90 [art. 351.5] (2006);
  4. Colombie : *Code pénal (Loi N° 599)* [art. 162] (2000); *Loi N° 1098 (concernant les droits des enfants et des adolescents)* [art. 20.7] (2006); *Derecho Internacional Humanitario – Manual Básico para las Personerías y las Fuerzas Armadas de Colombia / Manuel militaire de base*, p. 75 (1995);
  5. Espagne : *Manuel de droit des conflits armés / Orientaciones. El Derecho de los Conflictos Armados* [vol. 1, art. 1.3.c.1] (1996);
  6. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.1] (2008).
  7. Éthiopie : *Code pénal* [art. 270.m] (2004);
  8. Fidji : *Employment Relations Promulgation* [art. 91.a] (2007);
  9. Finlande : *Code pénal*, chapitre 11 [art. 5.5] (amendements jusqu'au n° 940/2008 inclus);
  10. Grèce : *Code pénal* [art. 323.a)];
  11. Indonésie : *Loi n° 23* [art. 63] (2002);
  12. Kenya : *The Children Act / Loi sur les droits des enfants*, [art. 10.2 et 29] (Loi n° 8 de 2001); *Law of Armed Conflict Military Basic Course, The School of Military Police*, p. 8;
  13. Kirghizistan : *Code pénal* [art. 124] (amendement de 2006);
  14. Lituanie : *Code pénal* [art. 105.2] (dernier amendement en date : 2008);
  15. Malaisie : *Armed Forces Act*, [art. 18] (1972);
  16. Monténégro : *Code pénal* [art. 444.1] (Journal officiel de la République du Monténégro n° 70/2003, et amendement n° 13/2004);
  17. Nicaragua : *Code pénal* [art. 509] (2008);
  18. Nigéria : *Child Rights Act / Loi sur les droits de l'enfant* [art. 34.1] (2003);
  19. Philippines : *Republic Act N° 9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24] (2009); *Republic Act No.9231 An Act providing for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour* [art. 12.d.1] (2003); *Republic Act No.7610, An Act on Special Protection of Children against Abuse, Exploitation and Discrimination* [art. X, par. 22.b] (1992);
  20. Royaume-Uni : *The Manual of the Law of Armed Conflict* [art. 9.9.1] (2004);
  21. Russie (Fédération de) : *Regulations on the Application of International Humanitarian Law by the Armed Forces of the Russian Federation* [art. 81] (2001); *Criminal Code* [art. 359.2] (amendements adoptés jusqu'en 2004 inclus);
  22. Rwanda : *Presidential Order Establishing Army General Statutes* [art. 5] (2002);
  23. Sri Lanka : *Code pénal* [art. 358A] (2006);
  24. Suisse : *Code pénal* [art. 264f] (2012); et
  25. Ukraine : *Loi sur le service militaire* [art. 15] (1992).
- 2 Le terme « conscription » (au sens de « service militaire obligatoire ») est utilisé dans le *Statut de Rome* [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)]. La *Convention n° 182 de l'OIT* [art. 3.a)] fait référence au « recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé ». Le *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* utilise le terme « enrôlement obligatoire » [art. 2].
- Les termes « conscrire » ou « conscription » figurent dans la législation nationale et les manuels militaires des pays ci-après :
1. Afrique du Sud : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale*[Annexe 1, 3<sup>e</sup> partie, par. b)(xxvi) et e)(vii)] (2002);
  2. Allemagne : *Loi introduisant le code des crimes internationaux* [art. 1, par. 8.1.5] (2002);
  3. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal*, [art. 268.68(2) et 268.88(2)] (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / *Act No.80*);
  4. Canada : la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] fait référence aux crimes visés à l'article 8.2 du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000);
  5. Colombie : la *Loi N° 1098 (concernant les droits des enfants et des adolescents)* – interdit l'utilisation et le recrutement d'enfants par des groupes armés; elle interdit également tout acte constituant une violation de la *Convention n° 182 de l'OIT* (« enrôlement obligatoire d'enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé ») (2006);
  6. Corée (République de) : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale*(*Act No.8791*) [art. 19.3.5] (2007)];
  7. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [par. 2442.a.1] (2008).
  8. Fidji : *Employment Relations Promulgation* [art. 91.a] concernant « le recrutement forcé ou obligatoire »(2007);
  9. Finlande : *Code pénal* [chapitre 11, art. 5.2]. Il est fait référence aux crimes de guerre définis à l'article 8 du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (39/1889, amendements jusqu'au n° 940/2008 inclus);
  10. Grèce : *Code pénal* (« enrôlement par la contrainte ou la menace »);
  11. Lituanie : *Code pénal* [art. 105] (dernier amendement en date : 2008);
  12. Mali : *Code pénal* [art. 31.i.26] (2001);
  13. Nouvelle-Zélande : *International Crimes and International Criminal Court Act*. L'article 11, alinéas 2.b et 2.d, fait référence aux crimes de guerre reconnus par l'article 8.2.b) et e) du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000);
  14. Pays-Bas : *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5.r et 6.3.f] (2003);
  15. Philippines : *Loi N° 9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24] (2009); *Loi N° 9231, An Act providing for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour* [art. 12.d.1] (2003);
  16. Royaume-Uni : *The International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 8 [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (2001); *LAOC Manual / Manuel de droit des conflits armés* [par. 9.9.1] (2004); et
  17. Slovaquie : *Code pénal* [art. 37.8] (2007).
- 3 Les termes « enrôler » et « enrôlement » sont utilisés dans le *Statut de Rome* [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)]. Ces termes figurent également dans la législation nationale et les manuels militaires des pays ci-après :
1. Afrique du Sud : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale*[Annexe 1, 3<sup>e</sup> partie, par. b)(xxvi) et e)(vii)] (2002);
  2. Allemagne : *Loi introduisant le code des crimes internationaux* [art. 1, par. 8.1.5] (2002);
  3. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal* [art. 268.68.3 et 268.88.3] (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / *Act No.80*);
  4. Canada : la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] fait référence aux crimes visés à l'article 8.2 du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés») (2000);
  5. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.1] (2008).
  6. Jordanie : *Loi sur le Service militaire n° 2* [chap. 2, art. 5] (1972);
  7. Lituanie : *Code pénal* [art. 105] (dernier amendement en date : 2008);
  8. Mali : *Code pénal* [art. 31.i.26] (2001);
  9. Nicaragua : *Code pénal* [art. 509] (2008);
  10. Nouvelle-Zélande : *International Crimes and International Criminal Court Act*. L'article 11, alinéas 2.b et 2.d, fait référence aux crimes de guerre reconnus par l'article 8, par. 2, alinéas b) et e) du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000);
  11. Pays-Bas : *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5.r et 6.3.f] (2003);
  12. Philippines *Loi N° 9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining et Penalizing Crimes against International Humanitaire : Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24] (2009);

13. Royaume-Uni : *The International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 8 [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (2001); *The Manual of the Law of Armed Conflict* [art. 9.9.1] (2004); et
  14. Suisse : *Code pénal* [art. 264f] (2012).
- 4 Bien que l'option 1 – âge-seuil fixé à 18 ans – interdise de manière générale tout recrutement et toute participation aux hostilités de personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans, elle est utilisée pour protéger les personnes de moins de 18 ans contre toute implication directe dans les hostilités ainsi que contre tout enrôlement obligatoire par les États ou toute utilisation par des groupes armés. Elle figure dans le *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 1, 2 et 4.1, respectivement] ainsi que dans la *Convention n° 182 de l'OIT* [art. 2] : interdiction de l'enrôlement obligatoire ou forcé d'enfants [« personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans » / « personnes âgées de moins de 18 ans »] en vue de leur utilisation dans un conflit armé.

La norme fixant à 18 ans l'âge minimum pour le recrutement et l'utilisation d'enfants est également utilisée dans la législation nationale et les manuels militaires des États ci-après :

1. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal* [art. 268.68 (4-6) et 268.88 (4-6)] (faisant référence à la participation aux hostilités, à la conscription et à l'enrôlement de personnes autrement qu'en tant que membres des forces armées nationales) (amendements jusqu'à 2011 inclus / *Act No.80*); également, *The Manual of the Law of Armed Conflict* [par. 9.50] (2006);
  2. Colombie : *Code pénal* (Loi N° 599) [art. 162] (2000); *Loi N° 418 sur la Justice* [art. 13-14] (1997);
  3. Danemark : *Militær retsplejelov / Code pénal militaire* [art. 36.2] (2005);
  4. Éthiopie : *Code pénal* [art. 270.m] (2004); *Defence Force Proclamation No.27/1996* [art. 4.3] (1996);
  5. Fidji : *Employment Relations Promulgation* [art. 91.a] (2007);
  6. Finlande : *Code pénal* [chapitre 11, art. 5.5] (amendements jusqu'au n° 940/2008 inclus);
  7. Lituanie : *Code pénal* [art. 105.2] (dernier amendement en date : 2008);
  8. Malaisie : *Armed Forces Act*, [art. 18] (1972);
  9. Nicaragua : *Code pénal* [art. 509] (2008);
  10. Nigéria : *Child Rights Act / Loi sur les droits de l'enfant* [art. 277 et 34.1] (2003);
  11. Ouganda : *Defence Forces Act / Loi sur les Forces de défense* [art. 52.2] (2005);
  12. Philippines : *Republic Act No.9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24] (« la conscription, l'enrôlement ou le recrutement d'enfants de moins de 18 ans dans des groupes armés ou l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans pour participer activement aux hostilités ») (2009); *Republic Act No.9231, An Act providing for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour* [art. 12.d.1] (2003); *Army Soldiers Handbook on Human Rights and IHL*, p. 67 (2006);
  13. Qatar : *Law on Military Service* [art. 13] (2006);
  14. Rwanda : *Law Relating to Rights and Protection of the Child against Violence* [art. 19] (2001); *Presidential Order Establishing Army General Statutes* [art. 5] (2002); *Law Repressing the Crime of Genocide, Crimes against Humanity and War Crimes / Loi réprimant le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 10-11] (2003);
  15. Slovaquie : *Code pénal* [art. 37.8] (2007);
  16. Sri Lanka : *Code pénal* [art. 358A] (2006); et
  17. Ukraine : *Loi sur le service militaire* [art. 15] (1992).
- 5 Le terme « forces armées » est utilisé dans les instruments suivants : *Protocole additionnel I* [art. 77.2]; *Protocole additionnel II* [art. 4.3.c)]; *Statut de Rome* [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)]; *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 2]. La règle 136 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « les enfants ne doivent pas être recrutés dans des forces armées ». Cette règle ne définit pas le terme « enfants »; il est toutefois précisé dans le commentaire de cette règle que « [b]ien qu'à ce jour, la pratique ne soit pas uniforme en ce qui concerne l'âge minimal de recrutement, il y a consensus sur le fait que cet âge ne doit pas être inférieur à 15 ans ». La règle 156 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « les violations graves du droit international humanitaire constituent des crimes de guerre »; selon le commentaire de cette règle, « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités » constitue une violation grave du droit international humanitaire.
- Il est également fait référence aux « forces armées » dans la législation nationale et les manuels militaires des pays ci-après :
1. Afrique du Sud : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 1, 3<sup>e</sup> partie, par. b)(xxvi) et e)(vii)] (2002);
  2. Allemagne : *Loi introduisant le code des crimes internationaux* [art. 1, par. 8.1.5] (2002);
  3. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal* [art. 268.68 (1-3) et 268.88 (1-3)] (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / *Act No.80*);
  4. Azerbaïdjan : *Code pénal* [art. 116.0.5] (1999);
  5. Belgique : *Code pénal* [art. 136 (quater, par. 1, point 7)] (amendé en 2003);
  6. Cameroun : *Manuel de l'instructeur en vigueur dans les Forces Armées*, par. 351.5, p. 90 (2006);
  7. Canada : la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] fait référence aux crimes visés à l'art. 8.2 du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000);
  8. Colombie : *Code pénal* (Loi N° 599) [art. 162] (2000);
  9. Congo : *Loi 8-98 portant définition et répression du génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité* [art. 4] (1998);
  10. Corée (République de) : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* (Act No.8791) [art. 19.3.5] (2007);
  11. Danemark : *Militær retsplejelov / Code pénal militaire* [art. 36.2] (2005);
  12. Espagne : *Code pénal* [art. 612.3] (1995);
  13. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.1)] (2008).
  14. Éthiopie : *Code pénal* [art. 270.m] (« forces de défense ») (2004);
  15. Finlande : *Code pénal* [chapitre 11, art. 5.5] (« forces militaires ») (amendements jusqu'au n° 940/2008 inclus);
  16. Irlande : *Geneva Conventions Act / Loi sur les Conventions de Genève* [art. 4.1 et 44] (amendement de 1998);
  17. Lituanie : *Code pénal* [art. 105.1] (dernier amendement en date : 2008);
  18. Malaisie : *Armed Forces Act*, [art. 18] (1972);
  19. Mali : *Code pénal* [art. 31.i.26] (2001);
  20. Nicaragua : *Code pénal* [art. 509] (2008);
  21. Norvège : *Militær Straffelov / Code pénal militaire* [art. 108 (amendement de 1981);
  22. Nouvelle-Zélande : *International Crimes and International Criminal Court Act / Loi sur les crimes internationaux et la Cour pénale internationale* [art. 11.2.b) et d)]. Cette loi fait référence aux crimes de guerre reconnus par l'article 8 [par. 2, alinéas b) et e)] du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000);
  23. Pays-Bas : *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5.r et 6.3.f] (2003);
  24. Philippines : *Republic Act No.9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24] (2009); *Republic Act No.7610, An Act on Special Protection of Children Against Abuse, Exploitation and Discrimination* [art. X, par. 22.b] (1992);
  25. Royaume-Uni : *The International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 8 [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (2001); *The Manual of the Law of Armed Conflict* [art. 9.9.1] (2004));
  26. Russie (Fédération de) : *Regulations on the Application of International Humanitarian Law by the Armed Forces of the Russian Federation* [art. 81] (2001);
  27. Slovaquie : *Code pénal* [art. 37.8] (2007);
  28. Suisse : *Code pénal* [art. 264f] (2012); et
  29. Ukraine : *Loi sur le service militaire* [art. 15] (1992).
- 6 Le terme « groupes armés » est utilisé dans le *Protocole additionnel II* [art. 4.3.c)], le *Statut de Rome* [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] et le *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 4.1]. La règle 136 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « les enfants ne doivent pas être recrutés dans des forces armées ni dans des groupes armés ». La règle 156 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « les violations graves du droit international humanitaire constituent des crimes de guerre »; selon le commentaire de cette règle, « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces armées ou dans des groupes armés, ou de les faire participer activement à des hostilités » constitue une violation grave du droit international humanitaire. Il convient aussi de relever que l'article 77.2 du *Protocole additionnel I* lie les « parties au conflit » – donc, de manière implicite, également les groupes armés.

Il est fait référence au terme « groupes armés » dans la législation nationale et les manuels militaires des pays ci-après :

1. Afrique du Sud : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 1, 3<sup>e</sup> partie, par. b)(xxvi) et e)(vii)] (2002);
  2. Allemagne : *Loi introduisant le code des crimes internationaux* [art. 1, par. 8.1.5] (2002);
  3. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal* [art. 268.68 (4-6) et 268.88 (4-6)] (« autrement qu'en tant que membres des forces armées nationales ») (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / Act No.80);
  4. Belgique : *Code pénal* [art. 136 quater, par. 1, point 7] (amendé en 2003);
  5. Cameroun : *Manuel de l'instructeur en vigueur dans les Forces Armées*, p. 29 (« parties au conflit ») (2006);
  6. Canada : la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] fait référence aux crimes visés à l'article 8.2 du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000);
  7. Colombie : *Code pénal (Loi N° 599)* [art. 162] (2000);
  8. Congo : la *Loi 8-98 portant définition et répression du génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité* [art. 4] fait référence aux crimes visés à l'article 8.2 du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (1998);
  9. Corée (République de) : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* (Act No.8791) [art. 10.3.5] (2007);
  10. Danemark : *Militær retsplejelov / Code pénal militaire* [art. 36.2] (2005);
  11. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.1)] (2008).
  12. Finlande : Le *Code pénal* [chapitre 11, art. 5.5] (« groupes militaires ») et art. 5.2] fait référence aux crimes visés à l'article 8.2 du *Statut de Rome* et inclut donc les groupes armés (amendements jusqu'au n° 940/2008 inclus);
  13. Irlande : *Geneva Conventions Act / Loi sur les Conventions de Genève* [art. 4.1 et 44] (1962);
  14. Lituanie : *Code pénal* [art. 105.2] (« groupes militaires distincts des forces armées de l'État ») (dernier amendement en date : 2008);
  15. Mali : *Code pénal* [art. 31.i.26] (2001);
  16. Norvège : *Militær Straffelov / Code pénal militaire* [art. 108] (« aller à l'encontre de la protection des personnes prévue par (...) les deux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève (...) ») (amendement de 1981);
  17. Nouvelle-Zélande : *International Crimes and International Criminal Court Act*. L'article 11, alinéas 2.b et 2.d, fait référence aux crimes de guerre reconnus par l'article 8, par. 2, alinéas b) et e) du *Statut de Rome* (« conscription et enrôlement dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000);
  18. Pays-Bas : *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5.r et 6.3.f] (2003);
  19. Philippines : *Republic Act No.9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24 (ii)] (2009); *Republic Act No.7610, An Act on Special Protection of Children Against Abuse, Exploitation and Discrimination* [art. X, par. 22.b] (1992);
  20. Royaume-Uni : *The International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 8 – art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (2001); *The Manual of the Law of Armed Conflict* [art. 9.9.1] (2004);
  21. Russie (Fédération de) : *Regulations on the Application of International Humanitarian Law by the Armed Forces of the Russian Federation* [art. 81] (2001);
  22. Slovénie : *Code pénal* [art. 378] (« forces armées nationales ou autres ») (2007); et
  23. Suisse : *Code pénal* [art. 264f] (2012).
- 7 Les expressions « utiliser dans les hostilités » et « utilisation dans les hostilités » [souvent remplacées par les termes « participer (faire participer) » et « participation » aux hostilités] apparaissent sous différents formes dans les instruments suivants : *Protocole additionnel I* [art. 77.2] « ne participent pas directement aux hostilités »; *Protocole additionnel II* [art. 4.3.c)] « ni autorisés à prendre part aux hostilités »; *Statut de Rome* [art. 8.2.b)(xxvi) et 8(2.e)(vii)] « faire participer activement à des hostilités »; enfin, *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 1] « ne participent pas directement aux hostilités » et « utiliser dans les hostilités » [art.4.1]. La règle 137 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « les enfants ne doivent pas être autorisés à participer aux hostilités ». La règle 156 qualifie les violations graves du droit international humanitaire de « crimes de guerre »; selon le commentaire de cette règle, « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités » constitue une violation grave du droit international humanitaire.

Ces expressions figurent dans la législation nationale et les manuels militaires des pays ci-après :

1. Allemagne : *Humanitäres Völkerrecht in bewaffneten Konflikten – Handbuch / Droit international humanitaire dans les conflits armés – Manuel* [art. 306] (1992) (« ne participent pas directement aux hostilités »);
2. Argentine : *Leyes de Guerra / Manuel du droit de la guerre*, PC-08-01, Público, Edición (« participer directement aux hostilités ») (1989);
3. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal* [art. 268.68.1(a)] (« participer activement aux hostilités ») (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / Act No.80); *LAOC Manual / Manuel de droit des conflits armés* [par. 9.50] (« participation directe aux hostilités ») (2006);
4. Azerbaïdjan : *Loi relative aux droits de l'enfant* [art. 37] (« participation directe aux opérations militaires ») (1998);
5. Belarus : *Loi relative aux droits de l'enfant* [art. 29] (« participer aux hostilités ») (1993); *Code pénal* [art. 13.6.5] (« participer aux hostilités ») (1999);
6. Belgique : *Code pénal* [art. 136 quater, par. 1, point 7] (« le fait de procéder (...) d'enfants de moins de 15 ans (...) ou de les faire participer activement à des hostilités ») (amendé en 2003);
7. Cameroun : *Manuel de l'instructeur en vigueur dans les Forces Armées*, par. 131 (« participation directe aux hostilités ») (2006);
8. Canada : la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] fait référence aux crimes visés à l'article 8.2 du *Statut de Rome* (« [les personnes qui] les ont fait participer activement aux hostilités ») (2000);
9. Canada : la *Loi sur la défense nationale* [art. 34] stipule que « [n]e peuvent être déployées sur un théâtre d'hostilités [...] les personnes de moins de dix-huit ans ») (1985);
10. Colombie : *Code pénal (Loi N° 599)* [art. 162] (« participer directement ou indirectement aux hostilités ») (2000); *Loi N° 418 sur la Justice* [art. 13-14] (« participer aux activités militaires réelles ») (1997); *Derecho Internacional Humanitario – Manual Básico para las Personerías y las Fuerzas Armadas de Colombia / Manuel militaire de base*, p. 75 (« participation directe aux hostilités ») (1995);
11. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.2)] (« [q]uiconque fait participer activement aux hostilités une personne de moins de 15 ans ») (2008).
12. Finlande : *Code pénal* [chapitre 11, art. 5.5] (« utilisés dans les hostilités ») (amendements jusqu'au n° 940/ 2008 inclus);
13. France : *Manuel de droit des conflits armés*, p. 40 (« faire participer aux hostilités [des personnes de moins de quinze ans] ») (2001);
14. Géorgie : *Code pénal* [art. 413.d] (« participer activement aux hostilités ») (1999);
15. Kenya : *The Children Act / Loi sur les droits des enfants*, [art. 10.2 et 29] (« participer aux hostilités ») (Loi n° 8 de 2001);
16. Lituanie : *Code pénal* [art. 105.1 et 105.2] (« les utilise dans une opération militaire ») (dernier amendement en date : 2008);
17. Nicaragua : *Code pénal* [art. 509] (« participer activement aux hostilités ») (2008);
18. Nouvelle-Zélande : *International Crimes and International Criminal Court Act*. L'article 11, alinéas 2.b et 2.d, fait référence aux crimes de guerre reconnus par l'article 8, par. 2, alinéas b) et e) du *Statut de Rome* (« les faire participer activement à des hostilités ») (2000);
19. Pays-Bas : *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5.r et 6.3.f] (« les faire participer activement à des hostilités ») (2003);
20. Philippines : *Republic Act No.9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24(iii)] (« faire participer activement aux hostilités ») (2009);
21. Royaume-Uni : *The International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 8 [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (« les faire participer activement aux hostilités ») (2001); *The Manual of the Law of Armed Conflict* [par. 9.9.1] (« participer activement aux hostilités ») (2004);
22. Russie (Fédération de) : *Regulations on the Application of International Humanitarian Law by the Armed Forces of the Russian Federation* [art. 81] (« (...) ni autorisés à participer aux hostilités ») (2001); *Criminal Code* [art. 359.2] (« (...) en vue de leur utilisation dans un conflit armé ou des hostilités ») (amendements adoptés jusqu'en 2004 inclus);
23. Rwanda : *Law Repressing the Crime of Genocide, Crimes against Humanity and War Crimes / Loi réprimant le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 10 – 11] (« participer aux hostilités ») (2003);
24. Slovénie : *Code pénal* [art. 378] (« participation aux hostilités ») (2007);
25. Sri Lanka : *Code pénal* [art. 358A] (« utiliser dans les conflits armés ») (2006); et
26. Ukraine : *Manual on the Application of the Rules of International Humanitarian Law in the Armed Forces of the Ukraine* [art. 52.2] (« ne doivent pas être autorisés à participer aux hostilités ») (2004);

Dans les instruments de droit conventionnel et dans les législations nationales, les expressions « utiliser dans les hostilités » et « utilisation dans les hostilités » apparaissent plus souvent que les expressions « utiliser dans les conflits armés » et « utilisation dans les conflits armés ». Le sens de l'expression « faire participer activement aux hostilités » (en anglais *use to participate actively in hostilities*) a également été défini dans deux jugements récents :

Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le prévenu [dirigeant d'un groupe armé en République démocratique du Congo] était « responsable (...) des chefs d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans dans la *Force patriotique pour la libération du Congo* (FPLC) et de les avoir fait participer activement à des hostilités, au sens des articles 8(2)(b)(xxvi) et 25(iii)(a) du Statut [de Rome], de début septembre 2002 au 2 juin 2003 ». En outre, le prévenu était « responsable (...) des chefs d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans dans la FPLC et de les avoir fait participer activement à des hostilités, au sens des articles 8(2)(e)(vii) et 25-3-a du Statut, du 2 juin au 13 août 2003 ». L'expression « faire participer activement aux hostilités » a été définie par la Chambre de première instance comme concernant « une grande variété d'activités, de celles des enfants qui se trouvaient sur la ligne de front (prenant une part directe aux combats), à celles des garçons ou filles qui assumaient une multitude de rôles d'appui aux combattants ». La Chambre a estimé que « toutes ces activités présentent une caractéristique fondamentale commune : l'enfant en question constituée, à tout le moins, une cible potentielle. Par conséquent, pour décider si un rôle « indirect » doit être considéré comme une participation active aux hostilités, il est crucial de déterminer si l'appui apporté par l'enfant aux combattants l'a exposé à un danger réel, faisant de lui une cible potentielle ». La Chambre a ajouté que « la conjonction de ces éléments – l'appui apporté par l'enfant et l'exposition conséquente de celui-ci à pareil niveau de risque – signifie que bien qu'absent du lieu même des hostilités, l'enfant a tout de même participé activement à celles-ci ». La Chambre a encore ajouté que « [c]ompte tenu des différents types de rôles que peuvent assumer les enfants utilisés par les groupes armés, ce n'est qu'au cas par cas que la Chambre peut déterminer si une activité particulière relève de la « participation active ». (CPI, Chambre de première instance I, Situation en République démocratique du Congo, affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut, ICC-01/04-01/06, 14 mars 2012), sur <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1462060.pdf> (dernière consultation 14 juillet 2013)

Dans l'affaire *Le Procureur c. Charles Ghankay Taylor* [ancien président du Libéria], le « chef d'accusation 9 » résidait dans « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces armées ou dans des groupes armés, ou de les avoir fait participer activement aux hostilités ». La Chambre de première instance du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) a estimé que « le fait d'utiliser des enfants pour les faire participer activement aux hostilités avait notamment pour effet de mettre directement leur vie en péril dans les combats, mais que cela pouvait également inclure la participation à des activités en lien avec les combats (comme, par exemple, transporter des marchandises pour la force combattante, trouver et/ou acquérir de la nourriture, des armes, des munitions ou du matériel, servir de leurres, porter des messages, aménager des chemins ou trouver des itinéraires, tenir des check-points ou servir de boucliers humains) ». La Chambre a ajouté que « la question de savoir si un enfant participe activement aux hostilités dans de telles situations sera examinée au cas par cas ». La Chambre a estimé que « dans le cadre de missions destinées à trouver de la nourriture, au cours desquelles des enfants avaient porté des armes et/ou avaient commis des crimes contre des civils, de telles activités constituaient une participation active aux hostilités ». La Chambre a également estimé que « les éléments des crimes consistant à utiliser des enfants de moins de 15 ans pour les faire participer activement aux hostilités étaient prouvés au-delà du doute raisonnable, s'agissant de l'utilisation d'enfants pour garder des mines de diamants, pour servir de gardes du corps, pour procéder à des amputations et à des décapitations ». Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Chambre de première instance II, *Le Procureur c. Charles Ghankay Taylor*, Affaire n° SCSL-03-01-T, Jugement, 18 mai 2012 [Traduction CICR].

L'expression « utilisation dans un conflit armé » figure dans certains traités, tels que la *Convention n° 182* de l'OIT qui interdit « le recrutement forcé ou obligatoire d'enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé » [art. 3.a)]. Le *Protocole additionnel I* et le *Protocole additionnel II* s'appliquent respectivement aux « parties au conflit » et aux « forces armées ou groupes armés ». Le *Statut de Rome* fait référence respectivement à un conflit armé international [art. 8.2.b)] et à un conflit armé « ne présentant pas un caractère international » [art. 8.2.e)].

L'expression « utiliser (ou utilisation) dans un conflit armé (ou des conflits armés) » figure dans la législation nationale des pays ci-après :

1. Éthiopie : *Code pénal* [art. 270.m] (« participer à un conflit armé ») (2004) ;
  2. Kenya : *The Children Act / Loi sur les droits des enfants*, [art. 10.2 et 29] (« recrutés dans des conflits armés ») (Loi n° 8 de 2001) ;
  3. Monténégro : *Code pénal* [art. 444.1] (« utilisation dans les conflits armés ») (Journal officiel de la République du Monténégro n° 70/2003, et amendement N° 13/2004) ;
  4. Russie (Fédération de) : *Criminal Code* [art. 359.2] (« ...en vue de leur utilisation dans un conflit armé ou des hostilités ») (amendements adoptés jusqu'en 2004 inclus) ;
  5. Sri Lanka : *Code pénal* [art. 358A] (« utiliser dans les conflits armés ») (2006) ;
  6. Suisse : *Code pénal* [art. 264f] (« [q]uiconque [...] ou les fait participer à un conflit armé ») (2012) ; et
  7. Tant l'Australie, dans son *Code pénal* [art. 268.68 et 268.88] (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / *Act No.80*), que le Royaume-Uni, dans sa loi sur la Cour pénale internationale (*International Criminal Court Act* [Annexe 8 [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (2001), font référence à un conflit armé.
8. Lors de l'incorporation de ces dispositions législatives types dans la législation nationale, les rédacteurs doivent garder à l'esprit le fait que l'article 25 du *Statut de Rome* prévoit la responsabilité pénale non seulement de toute personne qui commet un crime de guerre, individuellement ou conjointement, mais aussi de toute personne qui ordonne, sollicite ou encourage, ou apporte son aide, son concours ou toute autre forme d'assistance à la commission de crimes de guerre. De plus, l'article 28 du *Statut de Rome* pose le principe de la responsabilité pénale des commandants et autres supérieurs hiérarchiques pour les crimes commis par leurs subordonnés. Voir, par exemple, la loi des États-Unis intitulée *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* (2008), dont le texte figure à la page 325 du présent document. À noter que les deux articles pertinents du *Statut de Rome* – art. 25 et 28 – concernent exclusivement les crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale (CPI) : il s'agit, en l'occurrence, des infractions aux dispositions du Statut de la Cour visées aux paragraphes 2.b)(xxvi) et 2.e)(vii) de l'article 8 (conscription ou enrôlement d'enfants de moins de 15 ans), et non pas, par exemple, de l'infraction consistant à recruter des enfants âgés de plus de 15 ans et de moins de 18 ans
9. Les traités suivants utilisent les expressions « recrutement forcé ou obligatoire » ou « enrôlement forcé ou obligatoire » : la *Convention n° 182* de l'OIT [art. 3.a)] interdit le « recrutement forcé ou obligatoire » et le *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 2] interdit l'« enrôlement obligatoire » dans les forces armées. La règle 136 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « les enfants ne doivent pas être recrutés dans des forces armées ni dans des groupes armés ».

À noter : Le *Statut de Rome* [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] utilise le terme « conscription » qui correspond à « enrôlement obligatoire ». Par ailleurs, le verbe « recruter » – utilisé tant dans le *Protocole additionnel I* (« en s'abstenant de les recruter » [art.77.2]) que dans le *Protocole additionnel II* (« ne devront pas être recrutés » [art.4.3]) – couvre à la fois l'engagement volontaire et l'enrôlement obligatoire ; néanmoins, ces deux instruments ne s'appliquent qu'aux enfants de moins de 15 ans.

10. La norme de l'âge-seuil fixé à 18 ans est intégrée dans le *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 1, 2 et 4] et dans la *Convention n° 182* de l'OIT [art. 2]. La liste des États qui ont incorporé cette norme dans leur législation nationale et dans leurs manuels militaires figure plus haut (note 4).
11. La *Convention n° 182* de l'OIT [art. 7.1] demande des sanctions pénales pour le recrutement forcé ou obligatoire de personnes âgées de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans un conflit armé (ce qui signifie implicitement qu'un tel recrutement effectué par les forces armées doit être sanctionné).

À noter : Le *Statut de Rome* [art. 8.2.b)(xxvi) et 8(2.e)(vii)] sanctionne pénalement la conscription dans les forces armées d'enfants n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans. La règle 156 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que « les violations graves du droit international humanitaire constituent des crimes de guerre » ; selon le commentaire de cette règle, « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités » constitue une violation grave du droit international humanitaire.

Les États ci-après sanctionnent pénalement l'enrôlement forcé ou obligatoire de personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans :

1. Colombie : *Code pénal* (*Loi N° 599*) [art. 162] (« recruter dans les forces armées » – ce qui couvre implicitement à la fois l'enrôlement volontaire et l'enrôlement obligatoire) ; *Loi N° 1098* (*concernant les droits des enfants et des adolescents*) [art. 20.7] (« interdit le recrutement forcé et l'enrôlement obligatoire d'enfants n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ») (2006) ;
2. Danemark : *Militær retsplejelov / Code pénal militaire* [art. 36.2] (2005) (« La même sanction pénale [c'est-à-dire une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à la réclusion à perpétuité] est prévue pour toute personne qui, de manière délibérée, utilise des moyens ou méthodes de guerre dont l'application viole soit un accord international conclu par le Danemark soit le droit international coutumier ») ;
3. Espagne : *Code pénal* [art. 612.3] (1995) ;
4. Fidji : *Employment Relations Promulgation* [art. 91.a] (« interdit le recrutement forcé ou obligatoire ») (2007) ;
5. Grèce : *Code pénal* [art. 323.a)] (« recrutement par la force, les menaces [...] ») ;
6. Indonésie : *Loi n° 23* [art. 87] (2002) ;
7. Irlande : *Geneva Conventions Act / Loi sur les Conventions de Genève* [art. 4.1 et 44] (« conscription ») (amendement de 1998) ;

8. Kirghizistan : *Code pénal* [art. 124] (« par la force »);
9. Lituanie : *Code pénal* [art. 105.2] (« conscription dans les forces armées ») (dernier amendement en date : 2008);
10. Mali : *Code pénal* [art. 3(i)(26)] (« conscription ») (2001);
11. Monténégro : *Code pénal* [art. 444.1] (« Toute personne qui par la force/la menace ou la tromperie recrute (...) ») (Journal officiel de la République du Monténégro, n° 70/2003, et amendement n° 13/2004);
12. Philippines : *Republic Act No.9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24(iii)] (« conscription ») (2009); *Republic Act No.9231, An Act providing for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour* [art. 12.d.1] (« enrôlement forcé ou obligatoire d'enfants ») (2003);
13. Rwanda : *Law Repressing the Crime of Genocide, Crimes against Humanity and War Crimes / Loi réprimant le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 10 – 11] (« forcer des enfants de moins de 18 ans (...) ») (2003);
14. Slovénie : *Code pénal* [art. 378] (« conscription ») (2007); et
15. Sri Lanka : *Code pénal* [art. 358A] (« quiconque recrute [des enfants] en vue de leur utilisation dans un conflit armé » – ce qui couvre implicitement l'enrôlement forcé ou obligatoire d'enfants) (2006).

Les États ci-après sanctionnent pénalement l'enrôlement forcé ou obligatoire d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées :

1. Afrique du Sud : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 1, 3<sup>e</sup> partie, par. b)(xxvi) et e(vii)] (2002);
  2. Allemagne : *Loi introduisant le code des crimes internationaux* [art. 1, par. 8.1.5] (2002);
  3. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal*, [art. 268.68(2) et 268.88(2)] (« conscription dans les forces armées nationales ») (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / *Act No.80*);
  4. Belgique : *Code pénal* [art. 136 quater, para. 1, point 7] (« le recrutement d'enfants de moins de 15 ans constitue un crime de guerre ») amendé en 2003;
  5. Canada : la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] fait référence aux crimes visés à l'article 8.2 du *Statut de Rome* (« conscription dans les forces armées ») (2000);
  6. Congo : *Loi 8-98 portant définition et répression du génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité* [art. 4] (1998);
  7. Corée (République de) : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [art. 10.3.5] (2007);
  8. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.2] (« conscription ») (2008).
  9. Finlande : le *Code pénal* [chapitre 11, art. 5.2] fait référence aux crimes visés à l'art. 8 du *Statut de Rome* (« procède à la conscription dans les forces armées »);
  10. France : *Manuel de droit des conflits armés*, p. 40 (« Il est interdit de recruter dans les forces armées des personnes de moins de quinze ans ») (2001). Le manuel qualifie de « crime de guerre » le fait de procéder à un tel recrutement;
  11. Géorgie : *Code pénal* [art. 413.d] (1999);
  12. Irlande : *Geneva Conventions Act / Loi sur les Conventions de Genève* [art. 4.1 et 4.4] (amendement de 1998);
  13. Norvège : *Militær Straffelov / Code pénal militaire* [art. 108] (amendement de 1981);
  14. Nouvelle-Zélande : la loi intitulée *International Crimes and International Criminal Court Act / Loi sur les crimes internationaux et la Cour pénale internationale* [art. 11.2.b) et d)] fait référence aux crimes de guerre reconnus par l'article 8.2.b) et e)] du *Statut de Rome* (« conscription dans les forces armées ») (2000);
  15. Pays-Bas : *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5.r et 6.3.f] (« conscription dans les forces armées ») (2003);
  16. Royaume-Uni : *The International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 8 – art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (« conscription ») (2001); et
  17. Suisse : *Code pénal* [art. 263(f)] (« recrute dans les forces armées ») (janvier 2012).
12. Par exemple, les États ci-après interdisent l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans leurs forces armées :
1. Allemagne : *Humanitäre Völkerrecht in bewaffneten Konflikten – Handbuch / Droit international humanitaire dans les conflits armés – Manuel* [art. 306] (1992);
  2. Argentine : *Leyes de Guerra / Manuel du droit de la guerre* [par. 4.12] (1989);
  3. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal* [art. 268.68 (1-3) et 268.88 (1-3)] (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / *Act No.80*);
  4. Belgique : *Code pénal* [art. 136 quater, para. 1, point 7] (« le recrutement d'enfants de moins de 15 ans constitue un crime de guerre ») (amendé en 2003);
  5. Cameroun : *Manuel de l'instructeur en vigueur dans les Forces Armées*, p. 90 [art. 351.5] (2006);
  6. Canada : *Manuel de droit des conflits armés*, chapitre 22 (2001); *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] (2000);
  7. Colombie : *Derecho Internacional Humanitario – Manual Básico para las Personerías y las Fuerzas Armadas de Colombia / Manuel militaire de base*, p. 75 (1995);
  8. Corée (République de) : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [art. 10.3.5] (2007);
  9. Espagne : *Manuel de droit des conflits armés / Orientaciones. El Derecho de los Conflictos Armados* [vol. I, par. 1.3.c.1)] (1996); *Code pénal* [art. 612(3)] (1995);
  10. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.1)] (2008).
  11. France : *Manuel de droit des conflits armés*, p. 40 (2001);
  12. Irlande : *Geneva Conventions Act / Loi sur les Conventions de Genève* [art.4.1 et 4.4] (amendement de 1962);
  13. Kenya : *LOAC Manual / Manuel de droit des conflits armés* [p. 8] (1997);
  14. Mali : *Code pénal* [art. 31.i.26] (2001);
  15. Nigéria : *Manuel militaire* p. 38 [art. 4] (1994);
  16. Norvège : *Militær Straffelov / Code pénal militaire* [art. 108] (amendement de 1981);
  17. Nouvelle-Zélande : *Military Manual / Manuel militaire* [art.1813] (1992); *International Crimes and International Criminal Court Act / Loi sur les crimes internationaux et la Cour pénale internationale* [art. 11.2.b) et d)] (2000);
  18. Pays-Bas : *Manuel militaire* [art. 1061] (2005); *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5 et 6.3] (2003);
  19. Philippines : *Loi N° 9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24(i)] (2009);
  20. Royaume-Uni : *The Manual of the Law of Armed Conflict* [art. 9.9.1] (2004); *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [art. 50.1 et Annexe 8 – art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (2001);
  21. Russie (Fédération de) : *Regulations on the Application of International Humanitarian Law by the Armed Forces of the Russian Federation* [art. 81] (2001); et
  22. Suisse : *Code pénal* [art. 264f] (2012).

13. Le *Statut de Rome* sanctionne pénalement le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants âgés de moins de 15 ans dans les forces armées nationales [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)]. De même, la *Convention n° 182 de l'OIT* [art. 7.1] demande des sanctions pénales pour le recrutement forcé ou obligatoire de personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans en vue de leur utilisation dans un conflit armé.

La liste des États qui imposent des sanctions pénales en cas d'enrôlement (de recrutement) forcé ou obligatoire dans les forces armées d'enfants n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans figure ci-dessus (note 12).

14. Aux termes du *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 4.2], les États doivent « prendre toutes les mesures possibles pour empêcher l'enrôlement et l'utilisation [dans les hostilités] de personnes âgées de moins de 18 ans [par des groupes armés] et de » prendre toutes les mesures juridiques voulues pour interdire et sanctionner pénalement ces pratiques ». La règle 137 de l'*Étude CICR sur le DIHC* stipule que les enfants ne doivent pas être autorisés à participer aux hostilités. La règle 156 qualifie les violations graves du droit international humanitaire de « crimes de guerre »; selon le commentaire de cette règle, « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités » constitue une violation grave du droit international humanitaire.

À noter : le *Statut de Rome* ne couvre que les enfants âgés de moins de 15 ans [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)], mais il prévoit des sanctions pénales pour les groupes armés qui font « participer activement aux hostilités » des enfants.

Les États ci-après sanctionnent pénalement le recrutement et l'utilisation dans les hostilités de personnes de moins de 18 ans par des groupes armés :

1. Australie : *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal* [art. 268.68 (4-6) et 268.88 (4-6)] (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / *Act No.80*);
2. Colombie : *Code pénal (Loi N° 599)* [art. 162] (« recrute ou force à participer directement ou indirectement aux hostilités. Applicable aux groupes armés. »);

3. Danemark : *Militær retsplejelov / Code pénal militaire* [art. 36.2] (2005) ; (« 2. La même sanction pénale [c'est-à-dire une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à la réclusion à perpétuité] est prévue pour toute personne qui, de manière délibérée, utilise des moyens ou méthodes de guerre dont l'application viole soit un accord international conclu par le Danemark soit le droit international coutumier ») ;
4. Espagne : *Code pénal* [art. 612.3] (1995) ;
5. Finlande : *Code pénal* [chap. 11, art. 5.1.5] (« recrute dans des groupes militaires ou utilise dans les hostilités des personnes de moins de 18 ans ») (amendements jusqu'au n° 940/2008 inclus) ;
6. Lituanie : *Code pénal* [art. 105.2] (« procède à la conscription ou à l'enrôlement de personnes de moins de 18 ans dans des groupes militaires distincts des forces armées de l'État ») (dernier amendement en date : 2008) ;
7. Nicaragua : *Code pénal* [art. 509] (2008) ;
8. Philippines : *Army Soldiers Handbook* [p. 55, section 4] (2006) ; *Loi N° 9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act), An Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity* [art. 4.c.24 (ii)] (2009) ;
9. Rwanda : *Law Repressing the Crime of Genocide, Crimes against Humanity and War Crimes / Loi réprimant le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 10-11] (2003) ;
10. Slovénie : *Code pénal* [art. 378] (« forces armées nationales ou autres ») (2007) ; et
11. Sri Lanka : *Code pénal* [art. 358A] (2006).

Les États ci-après sanctionnent pénalement le recrutement ou l'utilisation dans les hostilités d'enfants âgés de moins de 15 ans par des groupes armés :

1. Afrique du Sud : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Annexe 1, 3<sup>e</sup> partie, par. b)(xxvii) et e)(vii)] (2002) ;
  2. Allemagne : *Loi introduisant le code des crimes internationaux* [art. 1, par. 8.1.5] (2002) ;
  3. Belgique : *Code pénal* [art. 136 quater, para. 1, point 7] (amendé en 2003) ;
  4. Canada : la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] fait référence aux crimes visés à l'article 8.2 du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000) ;
  5. Congo : la *Loi 8-98 portant définition et répression du génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité* [art. 4] (1998) définit les crimes de guerre en se référant aux catégories de crimes figurant à l'article 8 du *Statut de Rome* ;
  6. Corée (République de) : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [Act No.8791] [art. 10.3.5] (2007) ;
  7. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.1] (2008).
  8. Irlande : *Geneva Conventions Act / Loi sur les Conventions de Genève* [art. 4.1 et 4.4]. (amendement de 1998) ;
  9. Mali : *Code pénal* [art. 31.i.26] (2001) ;
  10. Norvège : *Militær Straffelov / Code pénal militaire* [art. 108] (amendement de 1981) ;
  11. Nouvelle-Zélande : *International Crimes and International Criminal Court Act*. L'article 11, alinéas 2.b et 2.d, fait référence aux crimes de guerre reconnus par l'article 8.2.b) et e) du *Statut de Rome* (« procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ») (2000) ;
  12. Pays-Bas : *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5.r et 6.3.f)] (2003) ;
  13. Royaume-Uni : *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [art. 50.1] (2001) ; et
  14. Suisse : *Code pénal* [art. 264f] (2012).
- 15 Sur les 47 États dont la législation a été examinée et qui sont mentionnés ici, 12 États prévoient une peine d'emprisonnement (Australie, Danemark, Éthiopie, Finlande, Kirghizistan, Lituanie, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Norvège, Rwanda, Slovénie et Suisse) ; cinq États prévoient une amende en sus de la peine d'emprisonnement (Colombie, Indonésie, Kenya, Philippines (*Loi N° 9851*) et Sri Lanka (*Code pénal*)) ; six États prévoient soit une amende soit une peine d'emprisonnement, soit les deux (États-Unis, Fidji, Indonésie, Kenya, Philippines (*Loi N° 9231*) et Sri Lanka (*Employment of Women, Young People and Children Act*)) ; enfin, les Pays-Bas prévoient une amende en tant qu'alternative à une peine d'emprisonnement.
- 16 L'interdiction de la participation directe des enfants aux hostilités est énoncée dans le *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 1]. Les États peuvent toutefois souhaiter tenir compte de la norme plus stricte, énoncée dans la règle 137 de l'*Étude CICR sur le DIHC*, stipulant que les enfants ne doivent pas être autorisés à participer aux hostilités. De plus, la règle 156 qualifie les violations graves du droit international humanitaire de « crimes de guerre » ; selon le commentaire de cette règle, « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités » constitue une violation grave du droit international humanitaire. La Convention n° 182 de l'OIT [art. 3.a)] interdit « le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés ». Le *Statut de Rome* [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(viii)] interdit également de « faire participer activement aux hostilités » des enfants de moins de 15 ans.

Sur les 28 États dont la législation a été examinée et dont le nom figure ci-après, 17 utilisent l'expression « participation directe ou active aux hostilités » (Allemagne, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Cameroun, Congo, Colombie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni et Slovénie), tandis que sept États utilisent l'expression « participation aux hostilités » (Belarus, Canada, Lituanie, Russie (Féd. de), Rwanda, Suisse et Ukraine).

L'interdiction de la participation directe des enfants aux hostilités figure aussi dans les dispositions législatives et réglementaires nationales suivantes :

1. Allemagne : *Humanitäres Völkerrecht in bewaffneten Konflikten – Handbuch / Droit international humanitaire dans les conflits armés – Manuel* [art. 306] : « les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités » (1992) ;
2. Argentine : *Leyes de Guerra / Manuel du droit de la guerre*, PC-08-01, Público, Edición : « les parties belligérantes prennent toutes les mesures pour s'assurer que les enfants de moins de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités » (1989) ;
3. Australie : *LAOC Manual* [par. 9.50] (« les enfants âgés de moins de 18 ans ne devraient pas participer directement aux hostilités ») (2006) ; *Criminal Code Act / Loi relative au Code pénal* [art. 268.68 (1 et 4) et 268.88 (1 et 4)] (« participer activement aux hostilités ») (amendements adoptés jusqu'en 2011 inclus / Act No.80) ;
4. Azerbaïdjan : *Loi relative aux droits de l'enfant* [art. 37] (« participation directe aux opérations militaires ») (1998) ;
5. Belarus : *Loi relative aux droits de l'enfant* [art. 29] (« faire participer des enfants aux hostilités »), 1993 ; *Code pénal* [art. 13.6.5] « participation directe aux hostilités » (1999) ;
6. Cameroun : *Manuel de l'instructeur en vigueur dans les Forces Armées* [p. 29, par. 131] (« ne pas faire participer directement aux hostilités des enfants âgés de moins de 15 ans ») (2006) ;
7. Canada : *Loi sur la défense nationale* [art. 34] (1985) ; le *Manuel de droit des conflits armés* [par. 1714.1.c)] (2001) mentionne à propos des enfants, dans son chapitre sur les conflits armés non internationaux, l'« interdiction de leur enrôlement ou de leur participation aux hostilités avant qu'ils aient atteint l'âge de quinze ans ». La *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 3.4] stipule que « les crimes visés à l'article 8.2 du Statut de Rome sont des crimes au regard du droit international coutumier » (à propos de la participation active d'enfants aux hostilités) (2000) ;
8. Colombie : *Loi N° 418 ('Ley para la búsqueda de la convivencia, eficacia de la justicia')*, [art. 13-14] (1997) ; le *Manuel militaire de base / Derecho Internacional Humanitario – Manual Básico para las Personerías y las Fuerzas Armadas de Colombia* indique, notamment à propos des conflits armés non internationaux, qu'il est interdit « de recruter des enfants de moins de 15 ans et d'autoriser leur participation directe aux hostilités » (1995) ;
9. Congo : *Loi 8-98 portant définition et répression du génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité* [art. 4] (« définit les crimes de guerre en se référant aux catégories de crimes figurant à l'article 8 du Statut de Rome de la CPI de 1998 – en l'occurrence, faire participer activement des enfants aux hostilités ») (1998) ;
10. Danemark : *Militær retsplejelov / Code pénal militaire* [art. 36.2] (2005) ;
11. Espagne : *Code pénal* [art. 612.3] (« enfreint toute disposition conventionnelle octroyant une protection spéciale aux enfants ») (1995) ;
12. États-Unis : *Child Soldiers Accountability Act / Loi sur les enfants soldats* [art. 2442.a.2] (« quiconque fait participer activement aux hostilités une personne de moins de 15 ans ») (2008).
13. Finlande : *Code pénal* [chapitre 11, art. 5.2] (« commet l'un des crimes visés à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale – en l'occurrence, faire participer activement des enfants aux hostilités ») ;
14. France : *Manuel de droit des conflits armés*, p. 40 (« le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de quinze ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement aux hostilités est un crime de guerre ») (2001) ;
15. Géorgie : *Code pénal* [art. 413.d] (« faire participer activement aux hostilités ») (1999) ;
16. Irlande : *Geneva Conventions Act / Loi sur les Conventions de Genève* [art. 4.1 et 4.4] (amendement de 1998) ;
17. Lituanie : *Code pénal* [art. 105.1 et 105.2] (« [quiconque] utilise des enfants dans une opération militaire ») (dernier amendement en 2008) ;
18. Nicaragua : *Code pénal* [art. 509] (« [quiconque] fait participer activement aux hostilités des enfants âgés de moins de 18 ans ») ;
19. Norvège : *Militær Straffelov / Code pénal militaire* [art. 108] (« toute infraction aux dispositions relatives à la protection des personnes énoncées dans les deux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 ») (amendement de 1981) ;

20. Nouvelle-Zélande : *International Crimes and International Criminal Court Act / Loi sur les crimes internationaux et la Cour pénale internationale* [art. 11.2.b) et d)] (2000) ;
21. Pays-Bas : *Manuel militaire* [art. 0309] (« les enfants de moins de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités ») (2005) ; *Wet internationale misdrijven / Loi sur les crimes internationaux* [art. 5.5 et 6.3] (« faire participer activement aux hostilités des enfants ») (2003) ;
22. Philippines : *Army Soldier's Handbook on Human Rights and International Humanitarian Law* [p. 55, art. 4] (« des enfants ne seront ni recrutés ni employés par les forces du gouvernement pour réaliser ou participer à une activité nécessaire à un conflit armé (et en lien direct avec lui) soit en tant que soldat, guide, messager ou toute fonction similaire ») (2006) ; *Loi N° 9851 (The Philippine National Police Reform and Reorganization Act)* [art. 4.c.24] (« faire participer activement aux hostilités des enfants de moins de 18 ans ») (2009) ;
23. Royaume-Uni : *The Manual of the Law of Armed Conflict* [par. 9.9.1] (« des mesures doivent être prises pour s'assurer que des enfants âgés de moins de 15 ans (...) ne participent pas directement aux hostilités ») et [art. 15.7] (« il est interdit de conscrire ou d'enrôler des enfants âgés de moins de 15 ans dans des forces armées ou dans des groupes armés ») ou « de les faire participer activement aux hostilités » dans le cadre d'un conflit armé interne) (2004) ; *International Criminal Court Act / Loi sur la Cour pénale internationale* [art. 50.1 et Annexe 8 [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)] (« faire participer activement aux hostilités ») (2001) ;
24. Russie (Fédération de) : *Regulations on the Application of International Humanitarian Law by the Armed Forces of the Russian Federation* [art. 81] (« les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans ne seront pas autorisés à participer aux hostilités ») (2001) ; *Criminal Code* [art. 359.2] (« (...) en vue de leur utilisation dans un conflit armé ou dans des hostilités ») (amendements adoptés jusqu'en 2004 inclus) ;
25. Rwanda : *Law Repressing the Crime of Genocide, Crimes against Humanity and War Crimes / Loi réprimant le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* [art. 10] (« forcer des enfants de moins de 18 ans à participer aux hostilités ») (2003) ;
26. Slovaquie : *Code pénal* [art. 378] (« exploitation en vue d'une participation active aux hostilités ») (2007) ;
27. Suisse : *Code pénal* [art. 264f] (« [q]uiconque procède à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de quinze ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ou les fait participer à un conflit armé ») (2012) ; et
28. Ukraine : *Manual on the Application of the Rules of International Humanitarian Law in the Armed Forces of the Ukraine* [art. 1.4.11] (« les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans ne seront pas autorisés à participer aux hostilités ») (2004) ;

Les États-Unis définissent de la manière suivante la « participation directe aux hostilités » dans la loi de 2008 sur les enfants soldats (*Child Soldiers Accountability Act*) :

« 1) L'expression « participer activement aux hostilités » signifie :

- A) prendre part à des combats ou des activités militaires liées aux combats, y compris le sabotage et le fait de servir de leurre, de messager ou de gardien d'un check-point militaire ; ou
- B) assumer des fonctions d'appui directement liées aux combats, y compris le transport de marchandises ou la prestation d'autres services ».

Les États-Unis utilisent également la définition de la « participation directe aux hostilités » dans leur déclaration d'adhésion au *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* (2000) :

« B) L'expression 'ne participe pas directement aux hostilités' :

- i) s'entend d'actes immédiats et effectifs sur le champ de bataille susceptibles de causer un dommage à l'ennemi parce qu'il y a un lien de causalité direct entre ces actes et le dommage causé à l'ennemi ; et
- ii) ne signifie pas une participation directe aux hostilités, comme la collecte et la transmission de renseignements militaires, le transport d'armes, de munitions et d'autres fournitures, ni du déploiement avancé (...) ».

Aux fins d'interprétation et d'application des dispositions de la sous-section 1, les États pourront se référer aux recommandations formulées par le CICR dans le *Guide interprétatif sur la notion de participation directe aux hostilités* (2011), disponible à l'adresse [http://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc\\_001\\_0990.pdf](http://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc_001_0990.pdf) (dernière consultation le 14.07.2013) :

« Pour constituer une participation directe aux hostilités, un acte spécifique doit remplir les critères cumulatifs suivants :

1. L'acte doit être susceptible de nuire aux opérations militaires ou à la capacité militaire d'une partie à un conflit armé, ou alors l'acte doit être de nature à causer des pertes en vies humaines, des blessures ou des destructions à des personnes ou à des biens protégés contre les attaques directes (seuil de nuisance), et
2. il doit exister une relation directe de causalité entre l'acte et les effets nuisibles susceptibles de résulter de cet acte ou d'une opération militaire coordonnée dont cet acte fait partie intégrante (causation directe), et
3. l'acte doit être spécifiquement destiné à causer directement des effets nuisibles atteignant le seuil requis ».

Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, la Cour a estimé que la « participation active aux hostilités » incluait « une grande variété d'activités, de celles des enfants qui se trouvaient sur la ligne de front (prenant une part directe aux combats), à celles des garçons ou filles qui assumaient une multitude rôles d'appui aux combattants ». Affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut, ICC-01/04-01/06, 14 mars 2012, disponible à l'adresse <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1462060.pdf> (dernière consultation le 14.07.2013).

- 17 *Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* [art. 3], disponible à l'adresse <http://www2.ohchr.org/french/law/crc-conflict.htm> (dernière consultation le 14.07.2013).

L'on trouvera ci-après quelques exemples de garanties mises en œuvre par les États pour s'assurer du caractère volontaire de l'engagement, dans leurs forces armées, de toute personne âgée de moins de 18 ans (renseignements fournis par les États dans la déclaration de ratification du *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*).

Pour de plus amples informations concernant les *Déclarations et Réserves* formulées par les États parties au *Protocole facultatif*, voir le site des Nations Unies [http://traites.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?mtdsg\\_no=IV-11-b&chapitre=4&lang=fr](http://traites.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?mtdsg_no=IV-11-b&chapitre=4&lang=fr) (dernière consultation le 14.07.2013).

#### Allemagne

« La République fédérale d'Allemagne déclare, en application du paragraphe 2 de l'article 3 [du *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*], que l'âge minimum à partir duquel elle autorise l'engagement volontaire dans ses forces armées nationales est de 17 ans. Les personnes âgées de moins de 18 ans ne sont recrutées dans les forces armées que pour commencer leur formation militaire. La protection des engagés volontaires âgés de moins de 18 ans, s'agissant de leur décision de s'engager dans les forces armées, est garantie par la nécessité pour les intéressés d'obtenir le consentement de leur tuteur légal et l'obligation de présenter une carte d'identité ou un passeport en tant que preuve fiable de leur âge ».

#### Azerbaïdjan

« En application des dispositions de l'article 3 [du *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*], la République d'Azerbaïdjan déclare que, conformément à la loi nationale sur le service militaire du 3 novembre 1992, les citoyens de la République d'Azerbaïdjan et les autres personnes, s'ils remplissent les conditions requises pour effectuer le service militaire, peuvent s'engager de manière volontaire et être admis dès l'âge de 17 ans au service militaire actif de l'école militaire des cadets. La législation en vigueur en République d'Azerbaïdjan garantit a) que ce service n'est pas contracté de force ou sous la contrainte ; b) qu'il se fait avec le consentement, en connaissance de cause, des parents ou des représentants légaux des personnes concernées ; c) que les personnes engagées sont pleinement informées des devoirs qui s'attachent à ce service ; enfin, d) qu'avant d'être admises dans les forces armées nationales, ces personnes fournissent des documents prouvant leur âge ».

#### États-Unis

L'alinéa a) de l'article 505 du titre 10 du *Code des États-Unis* stipule que « le Secrétaire concerné peut accepter, selon les cas, l'engagement initial dans l'Armée de terre, la Marine, l'Armée de l'Air, le Corps des marines ou le Corps des garde-côtes de toute personne qualifiée, efficace et physiquement apte et qui n'est pas âgée de moins de dix-sept ans ou de plus de quarante-deux ans. Toutefois, aucun mineur de 18 ans ne peut être enrôlé [dans les Forces armées des États-Unis] sans le consentement écrit du parent ou du tuteur qui en a la garde et le contrôle.

En outre, dans leur Déclaration [de ratification du *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*], les États-Unis mentionnent notamment les garanties suivantes :

- « c) Toute personne engagée dans les Forces armées des États-Unis reçoit des instructions orales complètes et doit signer un contrat d'engagement qui, pris ensemble, définissent les obligations que comporte le service militaire ; et
- d) Toutes les personnes recrutées dans les Forces armées des États-Unis doivent fournir une preuve fiable de leur âge avant d'être admises au service militaire ».

**Inde**

« i) L'âge minimum pour l'enrôlement de recrues potentielles dans les Forces armées indiennes (Armée de terre, Armée de l'air et Marine) est de 16 ans. Après l'enrôlement et la période de formation requise, le personnel des forces armées n'est envoyé sur le champ des opérations qu'après qu'il ait atteint l'âge de 18 ans.

ii) L'enrôlement dans les Forces armées indiennes est uniquement volontaire, et il se déroule par le biais d'un appel libre au ralliement ou d'examens compétitifs ouverts. Le recrutement obligatoire ou forcé n'existe pas dans les Forces armées indiennes ».

**Pologne**

« 1. Selon la loi polonaise, l'âge minimum requis pour l'enrôlement obligatoire des citoyens polonais dans les forces armées nationales est de dix-huit (18) ans.

2. Selon la loi polonaise, l'âge minimum requis pour l'engagement volontaire des citoyens polonais dans les forces armées nationales est de dix-sept (17) ans. L'engagement dans les Forces armées polonaises est vraiment volontaire, et tout candidat doit soumettre un document officiel qui atteste de sa date de naissance. De plus, le consentement des parents ou du tuteur de l'intéressé est requis avant son admission au service militaire ».

**Singapour**

« 1. L'âge minimum de l'engagement volontaire ou de l'enrôlement dans les Forces armées singapouriennes est fixé à 16 ans et 6 mois; et

2. La République de Singapour a mis en place les garanties ci-après concernant l'engagement volontaire ou l'enrôlement des personnes âgées de moins de 18 ans dans les Forces armées singapouriennes :

a) L'intéressé est tenu de fournir une preuve de son âge, par exemple un certificat de naissance ou une pièce d'identité faisant foi;

b) Le consentement écrit d'un parent de l'intéressé ou de son tuteur est exigé;

c) L'intéressé est pleinement informé par les forces armées des devoirs qui s'attachent au service militaire national, notamment, grâce à des brochures d'information et par l'intermédiaire de conseillers en orientation qui décrivent les exigences de la vie militaire ».

**Royaume-Uni**

« 1. Les forces armées britanniques sont composées uniquement de volontaires; il n'y a pas d'enrôlement obligatoire.

2. Une déclaration d'âge avec preuve officielle et objective à l'appui (généralement (...)) est une des premières conditions à remplir pour être recruté. Si un engagé volontaire dans les forces armées du Royaume-Uni s'avère, de par sa propre déclaration, ou à l'issue de l'inspection des preuves à l'appui de son âge, être un mineur âgé de moins de 18 ans, des procédures spéciales sont adoptées, dont les suivantes :

– La participation du (des) parent(s) ou du (des) tuteur(s) de l'engagé(e) potentiel(le) est requise;

Une explication claire et précise quant à la nature des obligations que comporte le service militaire est donnée à l'intéressé(e) et à son (ses) parent(s)/tuteur(s);

En outre sont précisées à l'intéressé(e) les exigences de la vie militaire; puis, pour garantir que l'engagement est véritablement volontaire, il est nécessaire que le (les) parent(s) ou le (les) tuteur(s), ayant reçu les mêmes informations que l'intéressé(e), consentent librement à ce que ce dernier (cette dernière) s'engage dans les forces armées et contresignent dûment le formulaire d'engagement approprié et tous les autres formulaires d'enrôlement prévus ».

- 18 *Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux* (PA I) (1977) [art. 77.2], disponible à l'adresse <http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/470> (dernière consultation le 14.07.2013); *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989) [art. 38.3], disponible à l'adresse <http://www2.ohchr.org/french/law/crc.htm> (dernière consultation le 14.07.2013); *Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* (2000) [art. 5], disponible à l'adresse <http://www2.ohchr.org/french/law/crc-conflict.htm> (dernière consultation le 14.07.2013).
- 19 *Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux* (PA I) (1977) [art. 77.2], disponible à l'adresse <http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/470> (dernière consultation le 14.07.2013).
- 20 *Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux* (PA II) (1977) [art.4.3], disponible à l'adresse <http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/475> (dernière consultation le 14.07.2013).
- 21 *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989) [art. 38], disponible à l'adresse <http://www2.ohchr.org/french/law/crc.htm> (dernière consultation le 14.07.2013).
- 22 *Statut de la Cour pénale internationale* (« *Statut de Rome* ») (1998) [art. 8.2.b)(xxvi) et 8.2.e)(vii)], disponible à l'adresse [http://untreaty.un.org/cod/icc/statute/french/rome\\_statute\(f\).pdf](http://untreaty.un.org/cod/icc/statute/french/rome_statute(f).pdf) (dernière consultation le 14.07.2013).
- 23 Cour pénale internationale, *Éléments des crimes*, document des Nations Unies ICC-ASP/1/3 (II-B) (2002), disponible à l'adresse <http://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/7730B6BF-308A-4D26-9C52-3E19CD06E6AB/0/ElementsOfCrimesFra.pdf> (dernière consultation le 14.07.2013); Knut Dörmann, *Elements of War Crimes under the Rome Statute of the International Criminal Court: Sources and Commentary*, pp. 375 et 470 (Cambridge University Press. 2003).
- 24 *Convention n° 182 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination* (1989), disponible à l'adresse [http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:12100:0:NO:P12100\\_ILO\\_CODE:C182](http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:12100:0:NO:P12100_ILO_CODE:C182) (dernière consultation le 14.07.2013).
- 25 *Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés* (2000), disponible à l'adresse <http://www2.ohchr.org/french/law/crc-conflict.htm> (dernière consultation le 14.07.2013).
- 26 *Étude CICR sur le Droit international coutumier*, règles 136 et 137 (2005), disponible à l'adresse [http://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc\\_001\\_pcustom.pdf](http://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc_001_pcustom.pdf) (dernière consultation le 14.07.2013).
- 27 *Étude CICR sur le Droit international coutumier*, règle 156 (2005), disponible à l'adresse [http://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc\\_001\\_pcustom.pdf](http://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc_001_pcustom.pdf) (dernière consultation le 14.07.2013).
- 28 *Idem*.
- 29 *Idem*.
30. As stated earlier, the military manuals listed here are cited in the ICRC Customary IHL Study (2005) and in certain cases reiterate the State's international obligations without necessarily adding implementing legislation.
31. Argentina: Leyes de Guerra, PC-08-01, Público, Edición 1989, Estado Mayor Conjunto de las Fuerzas Armadas, aprobado por Resolución No. 489/89 del Ministerio de Defensa, section 4.12 (1990), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
32. Argentina: Leyes de Guerra, PC-08-01, Público, Edición 1989, Estado Mayor Conjunto de las Fuerzas Armadas, aprobado por Resolución No. 489/89 del Ministerio de Defensa, section 7.04 (1990), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
33. Australia: Criminal Code Act, sections 268.68 and 268.88 (taking into account amendments up to Act No. 80 of 2011) available at <http://www.comlaw.gov.au/Details/C2012C00306> (last visited 29.03.2012).
34. Australia: The Manual of the Law of Armed Conflict, Australian Defence Doctrine Publication 06.4, Australian Defence Headquarters, section 9.50 (2006) as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 137: Participation of Child Soldiers in Hostilities. Note: The LOAC Manual (2006) replaces both the Defence Force Manual (1994) and the Commanders' Guide (1994).

35. Australia: Defence Instructions, PERS 33-4 (2008), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 137: Participation of Child Soldiers in Hostilities.
36. Azerbaijan: Criminal Code, art. 116.0.5 (1999), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
37. Azerbaijan: Law on the Rights of the Child, art. 37 (1998), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 137: Participation of Child Soldiers in Hostilities.
38. Belarus: Law on the Rights of the Child, art. 29 (1993), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
39. Belarus: Criminal Code, art. 136(5) (1999), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
40. Committee on the Rights of the Child, *Concluding Observations: Belgium*, 42nd session, CRC/C/OPAC/BEL/CO/1 (2006).
41. Cameroon: Droit des conflits armés et droit international humanitaire, Manuel de l'instructeur en vigueur dans les forces de défense, Ministère de la Défense, Présidence de la République, État-major des Armées, at p. 90, section 351(5) (2006), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
42. *Id.* at p. 29, section 131; see also p. 49, section 213, p. 75, section 321 and p. 132, section 411(5).
43. Canada: The Law of Armed Conflict at the Operational and Tactical Levels, Office of the Judge Advocate General, section 1714(1)(c) (2001), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
44. Canada: National Defence Act, section 34 (1985), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 137: Participation of Child Soldiers in Hostilities.
45. Canada: Crimes Against Humanity and War Crimes Act, section 4(1) and (4) (2000), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 137: Participation of Child Soldiers in Hostilities.
46. Colombia: Law on Judicial Cooperation, arts. 13 – 14 (1997), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 137: Participation of Child Soldiers in Hostilities.
47. Colombia: unofficial translation of the Penal Code, Law No. 599, art. 162 (2000).
48. Colombia: unofficial translation of the Law on Childhood and Adolescence, No. 1098, art. 20(7) (2006).
49. Colombia: Derecho Internacional Humanitario – Manual Básico para las Personerías y las Fuerzas Armadas de Colombia, Ministerio de Defensa Nacional at p. 75 (1995), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
50. Congo: Genocide, War Crimes and Crimes against Humanity Act, art. 4 (1998), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
51. Denmark: Military Criminal Code, section 36(2) (2005), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
52. Ethiopia: Defence Force Proclamation No. 27/1996, section 4(3) (1996).
53. Federal Republic of Ethiopia: Criminal Code (Proclamation No. 414/2004), section 270(m) (2004), available at [http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex\\_browse.details?p\\_lang=en&p\\_country=ETH&p\\_classification=01.04&p\\_origin=COUNTRY&p\\_sortby=SORTBY\\_COUNTRY](http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=en&p_country=ETH&p_classification=01.04&p_origin=COUNTRY&p_sortby=SORTBY_COUNTRY) (last visited 24.4.2012).
54. Finland: Ministry of Justice, Unofficial translation of the Criminal Code (39/1889), chapter 11, section 5(1), para. 5 (amendments up to 940/2008 included).
55. *Id.* at chapter 11, section 5(2).
56. Fiji: Employment Relations Promulgation, section 91(a) (2007), available at [http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex\\_browse.details?p\\_lang=en&p\\_country=FJ&p\\_classification=01.02&p\\_origin=COUNTRY&p\\_sortby=SORTBY\\_COUNTRY](http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=en&p_country=FJ&p_classification=01.02&p_origin=COUNTRY&p_sortby=SORTBY_COUNTRY) (last visited 24.4.2012).
57. Fiji: Employment Relations Promulgation, section 256(a) (2007).
58. France : Manuel de droit des conflits armés, Ministère de la Défense, Direction des Affaires Juridiques, Sous-Direction du droit international humanitaire et du droit européen, Bureau du droit des conflits armés at p. 40; see also p. 63 (2001), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
59. Germany: Humanitarian Law in Armed Conflicts – Manual, DSK VV207320067, edited by The Federal Ministry of Defence of the Federal Republic of Germany, VR II 3, August 1992, English translation of ZDv 15/2, Humanitäres Völkerrecht in bewaffneten Konflikten – Handbuch, section 306; see also section 505 (1992) as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
60. Germany: Law Introducing the International Crimes Code, art. 1, section 8(1)(5) (2002), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
61. Georgia: Criminal Code, art. 413(d) (1999), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
62. Republic of Indonesia: Child Protection Act No. 23, art. 63 (2002).
63. *Id.* art. 87 (2002).
64. Ireland: Geneva Conventions Act, section 4(1)(4) (1962), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
65. Jordan: Military Service Law No. 2, chapter 2, art. 5 (1972), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
66. Kenya: Law of Armed Conflict, Military Basic Course (ORS), 4 Précis, The School of Military Police, Précis No. 2 at p. 8 (1997), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
67. Kenya: The Children Act, sections 10(2) and 29 (No. 8 of 2001), available at <http://www.unhcr.org/refworld/docid/47975f32.html> (last visited 10.02.2012).
68. Kyrgyz Republic: Criminal Code, art. 124, available at <http://www.icrc.org/ihl-nat.nsf/6fa4d35e5e3025394125673e00508143/705a3f3b34f0090ec12577440047742c?OpenDocument> (last visited 12.03.2012).

69. Libyan Arab Jamahiriya: Law No. 40 on Service in the Armed Forces, art. 6 (1974), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
70. Lithuania: official translation of the Criminal Code, art. 105(1 – 2) (last amended in 2008).
71. Malawi: National Service Act, art. 4 (1951), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
72. Malaysia: Armed Forces Act, section 18 (1972), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
73. Mali: Penal Code, art. 31(i)(26) (2001), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
74. Montenegro: Criminal Code, section 444(1 – 3) (Official Gazette of the Republic of Montenegro No. 70/2003, and Correction, No 13/2004), available at <http://legislationline.org/documents/section/criminal-codes> (last visited 3.08.2012).
75. Netherlands: Humanitair Oorlogsrecht: Handleiding, Voorschrift No. 27-412, Koninklijke Landmacht, Militair Juridische Dienst, section 0309 (2005), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
76. Netherlands: International Crimes Act, available at <http://www.icrc.org/ihl-nat.nsf/6fa4d35e5e3025394125673e00508143/fb9070f8fc60c047c1256da30032f0b0!OpenDocument> (last visited 12.03.2012).
77. Nicaragua: unofficial translation of the Penal Code, section 509 (2008), available at <http://www.icrc.org/ihl-nat.nsf/6fa4d35e5e3025394125673e00508143/aa586dc20177737bc125746700429ee!OpenDocument> (last visited 24.4.2012).
78. New Zealand: Interim Law of Armed Conflict Manual, DM 112, New Zealand Defence Force, Headquarters, Directorate of Legal Services, Wellington, section 1813 (1992), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
79. New Zealand: International Crimes and International Criminal Court Act (2000), available at <http://www.icrc.org/ihlNat.nsf/6fa4d35e5e3025394125673e00508143/dfa25b039e214405c12569de004ddab!OpenDocument> (last visited 12.03.2012).
80. Nigeria: Child Rights Act, section 34(1) (2003), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
81. Nigeria: Child Rights Act, section 277 (2003).
82. Nigeria: International Humanitarian Law (IHL), Directorate of Legal Services, Nigerian Army at p. 38, section 4 (1994), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
83. Norway: Military Penal Code, section 108 (as amended in 1981), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
84. Philippines: Army Soldier's Handbook on Human Rights and International Humanitarian Law, A Practical Guide for Internal Security Operations at p. 55, section 4 (2006), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
85. *Id.* at p. 67, Glossary.
86. Philippines: Republic Act No. 7610, Act Providing for Stronger Deterrence and Special Protection against Child Abuse, Exploitation and Discrimination and for Other Purposes (1992), art. X, section 22(b) (1992) available at [http://www.icrc.org/ihl-nat.nsf/6fa4d35e5e3025394125673e00508143/d0fda7c4593fe876c12570a10047c062/\\$FILE/Special%20Protection%20Act%20-%20Philippines%20-%20EN.pdf](http://www.icrc.org/ihl-nat.nsf/6fa4d35e5e3025394125673e00508143/d0fda7c4593fe876c12570a10047c062/$FILE/Special%20Protection%20Act%20-%20Philippines%20-%20EN.pdf) (last visited 31.05.2012).
87. Philippines: Republic Act No. 9851, The Act Defining and Penalizing Crimes against International Humanitarian Law, Genocide and other Crimes against Humanity, section 4(c)(24) (2009), available at [http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex\\_browse.details?p\\_lang=en&p\\_country=PHL&p\\_classification=00&p\\_origin=COUNTRY&p\\_sortby=SORTBY\\_COUNTRY](http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=en&p_country=PHL&p_classification=00&p_origin=COUNTRY&p_sortby=SORTBY_COUNTRY) (last visited 17.02.2012).
88. Philippines: Republic Act No. 9851, section 7.
89. Philippines: Republic Act No. 9851, section 8 (a) and (b).
90. Philippines: Republic Act No. 9231, An Act Providing for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour, section 12(d), (2003), available at: [http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex\\_browse.details?p\\_lang=en&p\\_country=PHL&p\\_classification=04&p\\_origin=COUNTRY&p\\_sortby=SORTBY\\_COUNTRY](http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=en&p_country=PHL&p_classification=04&p_origin=COUNTRY&p_sortby=SORTBY_COUNTRY) (last visited 17.02.2012).
91. *Id.* at section 16 (b).
92. Qatar: Law on Military Service, art. 13 (2006), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
93. Republic of Korea: ICC Act, art. 10(3)(5) (2007), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
94. Russian Federation: Ministry of Defence, Regulations on the Application of International Humanitarian Law by the Armed Forces of the Russian Federation, section 81 (2001).
95. Russian Federation: Criminal Code, art. 359(2) (taking into account amendments as of 2004), available at <http://legislationline.org/documents/section/criminal-codes/country/7> (last visited 11.04.2012).
96. Rwanda: Law Relating to Rights and Protection of the Child against Violence, art.19 (2001), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
97. Rwanda: Presidential Order Establishing Army General Statutes, art. 5 (2002), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
98. Rwanda: Law Repressing the Crime of Genocide, Crimes against Humanity and War Crimes, arts. 10–11 (2003), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
99. Republic of Slovenia: Penal Code, art. 378 (2007), available at [http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file\\_id=180913](http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=180913) (last visited 12.03.2012).
100. South Africa: ICC Act, schedule 1, part 3, sections (b)(xxvi) and (e)(vii) (2002), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
101. Spain: Penal Code, art. 612(3) (1995), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.

102. Spain: Orientaciones. El Derecho de los Conflictos Armados, Publicación OR7-004, 2 Tomos, aprobado por el Estado Mayor del Ejército, Division de Operaciones, vol. I, section 1.3(c)(1) (1996), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
103. Sri Lanka: Penal Code (Amendment) Act No. 16, art. 358(A)(1)(d) (2006).
104. Sri Lanka: Employment of Women, Young Persons and Children Act, art. 20(A)(1) (2006).
105. Sri Lanka: Extraordinary Gazette Notification No. 1667/41 (2010).
106. Sri Lanka: Employment of Women, Young Persons and Children Act, art. 20(A)(3) (2006).
107. Switzerland: Criminal Code, art. 264(f) (Status as of 1 January 2012), available at [http://www.admin.ch/ch/e/rs/311\\_0/a264f.html](http://www.admin.ch/ch/e/rs/311_0/a264f.html) (last visited 9.04.2012).
108. Uganda: Defence Forces Act, section 52(2) (2005), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
109. Ukraine: Manual on the Application of IHL Rules, Ministry of Defence, section 1(4)(11) (2004), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 137: Participation of Child Soldiers in Hostilities.
110. Ukraine: Military Service Law, art. 15 (1992), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
111. United Kingdom: The Manual of the Law of Armed Conflict, Ministry of Defence, section 9(9)(1) (2004), as cited in the ICRC Customary IHL Study Online Edition on Practice Relating to Rule 136: Recruitment of Child Soldiers.
112. United Kingdom: International Criminal Court Act, art. 50(1) and schedule 8, sections 8(2)(b)(xxvi) and 8(2)(e)(vii) (2001), available at <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2001/17/contents> (last visited 3.4.2012).
113. United States: Child Soldiers Accountability Act, 18 United States Code, section 2442 (2008), available at, <http://www.icrc.org/ihlnat.nsf/6fa4d35e5e3025394125673e00508143/2b4688d368793af1c1257678004641f0!OpenDocument> (last visited 24.4.2012).